

# inprecor

## **Italie**

*Crise politique  
et virevolte du PRC*

## **Etat espagnol**

*Où va l'ETA ?*

## **Europe**

*Un réseau contre  
le chômage*

## **Mexique**

*Le FZLN est né*

*Dossier*

## **Révolution d'Octobre**

*1917-1997*

# Sommaire

## Italie

Crise politique et virevolte du PRC

Livio Maitan **3**

## Mexique

La fondation du FZLN

Edgard Sanchez **6**

## DOSSIER :

Les questions d'Octobre Daniel Bensaïd **11**

Lénine : un parti pour la révolution François Vercaemmen **15**

Enjeux économiques et sociaux Catherine Samary **18**

Il y a 60 ans : les procès de Moscou Jean-Michel Krivine **22**

La révolution culturelle de la révolution russe  
Michel Lequenne **24**

Révolution et contre-révolution en Russie David Mandel **27**

## Etat espagnol

Où va l'ETA ?

J. Iriate « Bikila » et I. Perales **30**

## Cuba

Rencontre internationale de la jeunesse

Monica Gaona Romero **33**

## Notes de lecture

Maxime Durand **35**

## Europe

Un réseau contre le chômage

Document **36**

## Inprecor

Revue d'information et d'analyse  
publiée sous la responsabilité  
du Secretariat unifié de la  
IV<sup>e</sup> Internationale.

Les articles ne représentent pas  
nécessairement le point de vue  
de la rédaction.

Editée par la PECCI Sarl au capital de  
50 000 F, SIREN n° 391 857 562.

### Rédaction et administration :

PECCI, BP 85, 75522 PARIS Cedex 11,  
France.

Tél. : (33-1) 43 79 29 60

Fax : (33-1) 43 79 29 61

e-mail :

100641.2324@compuserve.com

Gérant et directeur de publication :

Jean Malewski

C.P. n° 59117. ISSN 1 0294-8516

### Conception et maquette :

Rotographie

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir, 93106

Montreuil Cedex.

Diffusé dans les librairies par

DIF' POP' SARL, 21<sup>er</sup> rue Voltaire,

75011 PARIS, France.

## Abonnement

(11 numéros par an)

<b>France - DOM-TOM - Europe</b>	190 FF pour six mois.	360 FF pour un an.
<b>Afrique du Nord - Moyen-Orient</b>	200 FF pour six mois.	380 FF pour un an.
<b>Afrique - Amériques - Asie</b>	240 FF pour six mois.	460 FF pour un an.
<b>Pli fermé France - Europe</b>	250 FF pour six mois.	500 FF pour un an.

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECCI", à adresser à PECCI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.

● Virements bancaires à "PECCI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

● Virements postaux à "PECCI", CCP n° 3.900.41 N Paris.

Abonnement   
Réabonnement

- **Moins de 25 ans et chômeurs** (120 FF, 6 mois)
- **Institutions** (600 FF, 1 an)
- **« Lecteurs solidaires »** (150 FF, 6 mois)
- **« Découvrir INPRECOR » \*** (75 FF, 3 mois)

\* Réservé aux nouveaux abonnés

Nom - Prénom : .....  
Rue : .....  
Commune / Code postal : .....  
Ville : .....  
Pays : .....

# Les questions d'Octobre

**A**vant même d'entrer dans la masse des nouveaux documents accessibles du fait de l'ouverture des archives soviétiques (qui permettront sans aucun doute de nouveaux éclairages et un renouvellement des controverses), la discussion vient buter sur le prêt-à-penser de l'idéologie dominante, dont le récent hommage nécrologique consensuel à François Furet illustre bien l'emprise. En ces temps de contre-réforme et de réaction, rien d'étonnant à ce que les noms de Lénine et de Trotsky deviennent aussi imprononçables que le furent ceux de Robespierre ou de Saint-Just sous la Restauration.

Pour commencer à déblayer le terrain, il convient donc de reprendre trois idées assez largement reçues aujourd'hui :

**1-** En fait de révolution, Octobre serait plutôt le nom emblématique d'un complot ou d'un coup d'État minoritaire imposant d'emblée, par en haut, sa conception autoritaire de l'organisation sociale au bénéfice d'une nouvelle élite.

**2-** Tout le développement de la révolution russe et de ses mésaventures totalitaires serait inscrit en germe, par une sorte de péché originel, dans l'idée (ou la « passion » selon Furet) révolutionnaire : l'histoire se réduirait alors à la généalogie et à l'accomplissement de cette idée perverse, au mépris des grandes convulsions réelles, des événements colossaux et de l'issue incertaine de toute lutte.

**3-** Enfin, la Révolution russe aurait été condamnée à la monstruosité pour être née d'un accouchement « prématuré » de l'histoire, d'une tentative d'en forcer le cours et le rythme, alors que les « conditions objectives » d'un dépassement du capitalisme n'étaient pas réunies : au lieu d'avoir la sagesse « d'autolimiter » leur projet, les dirigeants bolcheviks auraient été les agents actifs de ce contretemps.

## I. Révolution ou coup d'État ?

La Révolution russe n'est pas le résultat d'une conspiration mais l'explosion, dans le

contexte de la guerre, des contradictions accumulées par le conservatisme autocratique du régime tsariste. La Russie, au début du siècle, est une société bloquée, un cas exemplaire de « développement inégal et combiné », un pays à la fois dominant et dépendant, alliant les traits féodaux d'une campagne où le servage est officiellement aboli depuis moins d'un demi-siècle et les traits du capitalisme industriel urbain le plus concentré. Grande puissance, elle est subordonnée technologiquement et financièrement (l'emprunt). Le cahier de doléances présenté par le pope Gapone lors de la révolution de 1905 est un véritable registre de la misère qui règne au pays des tsars. Les tentatives de réformes sont vite bloquées par le conservatisme de l'oligarchie, l'entêtement du despote et l'insistance d'une bourgeoisie déjà talonnée par le mouvement ouvrier naissant. Les tâches de la révolution démocratique reviennent ainsi à une sorte de tiers-état dans lequel, à la différence de la Révolution française, le prolétariat moderne, bien que minoritaire, constitue déjà l'aile marchante dynamique.

C'est en tout cela que la « sainte Russie » peut représenter « le maillon faible » de la chaîne impérialiste. L'épreuve de la guerre met le feu à cette poudrière.

Le développement du processus révolutionnaire, entre février et octobre 1917, illustre bien qu'il ne s'agit pas d'une conspiration minoritaire d'agitateurs professionnels, mais de l'assimilation accélérée d'une expérience politique à échelle de masse, d'une métamorphose des consciences, d'un déplacement constant des rapports de forces. Dans sa magistrale Histoire de la Révolution russe, Trotsky analyse minutieusement cette radicalisation, d'élection syndicale en élection syndicale, d'élection municipale en élection municipale, chez les ouvriers, les soldats et les paysans. Alors que les bolcheviks ne représentaient que 13 % des délégués au congrès des Soviets de juin, les choses changent rapidement après les journées de Juillet et la tentative

*Un retour critique sur la Révolution russe, à l'occasion et sous prétexte du 80<sup>e</sup> anniversaire d'Octobre, soulève quantité de questions, d'ordre tant historique que programmatique. L'enjeu est de taille. Il en va ni plus ni moins que de l'intelligibilité du siècle qui s'achève, de notre capacité à sauver le passé de l'oubli pour préserver un avenir ouvert à l'agir révolutionnaire. C'est l'objet de Daniel Bensaïd au 14<sup>e</sup> camp de jeunes, juillet 1997.*

Par  
Daniel Bensaïd



de putsch de Kornilov : ils représentent entre 45 % et 60 % en octobre. Loin d'être un coup de main réussi par surprise, l'insurrection représente donc l'aboutissement et le dénouement provisoire d'une épreuve de force qui a mûri tout au long de l'année, au cours de laquelle l'état d'esprit des masses plébéiennes s'est toujours trouvé à gauche des partis et de leurs états-majors, non seulement ceux des socialistes-révolutionnaires, mais ceux même du Parti bolchevik ou d'une partie de sa direction (jusque et y compris sur la décision de l'insurrection).

C'est d'ailleurs ce qui explique que l'insurrection d'Octobre, comparativement aux violences que nous avons connues depuis, ait été dérisoirement peu violente et peu coûteuse en vies humaines, pour peu que

l'on prenne soin de distinguer les victimes d'Octobre proprement dit (de part et d'autre) et celles de la guerre civile à partir de 1918, soutenue par les puissances étrangères, dont la France et la Grande-Bretagne au premier rang.

Si l'on entend par révolution un élan de transformation venu d'en bas, des aspirations profondes du peuple, et non point l'accomplissement de quelque plan mirifique imaginé par une élite éclairée, nul doute que la Révolution russe en fut une, au plein sens du terme. Il suffit de compulsier les mesures législatives prises dans les premiers mois et la première année par le nouveau régime pour comprendre qu'ils signifient un bouleversement radical des rapports de propriété et de pouvoir, parfois plus vite que prévu et voulu, parfois au-delà même du souhaitable, sous la pression des circonstances. De nombreux livres témoignent de cette cassure dans l'ordre du monde (cf. *les Dix jours qui ébranlèrent le monde*, de John Reed, réédition Seuil 1996) et de son retentissement international immédiat (cf. *La Révolution d'Octobre et le mouvement ouvrier européen*, collectif, EDI 1967).

Marc Ferro souligne (notamment dans *La révolution de 1917*, Albin Michel, 1997 ; et *Naissance et effondrement du régime communiste en Russie*, Livre de Poche, 1997), qu'il n'y eut sur le moment pas grand monde pour regretter le régime du tsar et pour en pleurer le dernier despote. Il insiste au contraire sur le renversement du monde si caractéristique d'une authentique révolution, jusque dans les détails de la vie quotidienne : à Odessa, les étudiants dicte aux professeurs un nouveau programme d'histoire ; à Pétrograd, des travailleurs obligent leurs patrons à apprendre « le nouveau droit ouvrier » ; à l'armée, des soldats invitent l'aumônier à leur réunion pour « donner un sens nouveau à sa vie ; dans certaines écoles, les petits revendiquent le droit à l'apprentissage de la boxe pour se faire entendre et respecter des grands... »

Cet élan révolutionnaire initial se fait encore sentir tout au long des années vingt, malgré les pénuries et l'arriération culturelle, dans les tentatives pionnières sur le front de la transformation du mode de vie : réformes scolaires et pédagogiques, législation familiale, utopies urbaines, invention graphique et cinématographique. C'est encore lui qui permet d'expliquer les contradictions et les ambiguïtés de la grande transformation opérée dans la douleur pendant l'entre-deux guerres, où se mêlent encore la terreur et la répression bureau-

cratique et l'énergie de l'espérance révolutionnaire. Jamais aucun pays au monde n'aura connu une métamorphose aussi brutale, sous le knout d'une bureaucratie pharaonique : entre 1926 et 1939, les villes vont grossir de 30 millions d'habitants et leur part dans la population globale passer de 18 % à 33 % ; pendant le seul premier plan quinquennal, leur taux de croissance est de 44 %, soit pratiquement autant qu'entre 1897 et 1926 ; la force de travail salariée fait plus que doubler (elle passe de 10 à 22 millions) ; ce qui signifie la « ruralisation » massive des villes, un effort énorme d'alphabétisation et d'éducation, l'imposition à marche forcée d'une discipline du travail. Cette grande transformation s'accompagne d'une renaissance du nationalisme, d'un essor du carriérisme, de l'apparition d'un nouveau conformisme bureaucratique. Dans ce grand remue-ménage, ironise Moshe Lewin, la société était en un certain sens « sans classes » car toutes les classes étaient informes, en fusion (Moshe Lewin, *La formation de l'Union soviétique*, Gallimard 1985).

## II. Volonté de puissance ou contre-révolution bureaucratique

Le sort de la première révolution socialiste, le triomphe du stalinisme, les crimes de la bureaucratie totalitaire constituent sans aucun doute l'un des faits majeurs du siècle. Les clefs de son interprétation en ont d'autant plus d'importance. Pour certains, le principe du mal résiderait dans un mauvais fond de la nature humaine, une irrépressible volonté de puissance qui peut se manifester sous différents masques, y compris celui de la prétention à faire le bonheur des peuples malgré eux, de leur imposer les schémas préconçus d'une cité parfaite. Il nous importe au contraire de saisir dans l'organisation sociale, dans les forces qui s'y constituent et s'y opposent, les racines et les ressorts profonds de ce qu'on a parfois appelé « le phénomène stalinien ».

Le stalinisme, dans des circonstances historiques concrètes, renvoie à une tendance plus générale à la bureaucratiation à l'œuvre dans toutes les sociétés modernes. Elle est nourrie fondamentalement par l'essor de la division sociale du travail (entre travail manuel et intellectuel notamment), et par « les dangers professionnels du pouvoir » qui lui sont inhérents. En Union soviétique, cette dynamique a été d'autant plus forte et rapide que la bureau-

cratisation s'est produite sur un fond de destruction, de pénurie, d'archaïsme culturel, en l'absence de traditions démocratiques. Dès l'origine, la base sociale de la révolution était à la fois large et étroite. Large dans la mesure où elle reposait sur l'alliance entre les ouvriers et les paysans qui constituaient l'écrasante majorité sociale. Étroite dans la mesure où sa composante ouvrière, minoritaire, fut vite laminée par les dégâts de la guerre et les pertes de la guerre civile. Les soldats, dont les soviets jouèrent en 1917 un rôle essentiel, étaient pour l'essentiel des paysans mus par l'idée de la paix et du retour au foyer.

Dans ces conditions, le phénomène de la pyramide renversée fut très tôt évident. Ce n'est plus la base qui portait et poussait le sommet, mais la volonté du sommet qui s'efforçait d'entraîner la base. D'où la mécanique de la substitution : le parti se substitue au peuple, la bureaucratie au parti, l'homme providentiel à l'ensemble. Mais cette construction ne s'impose que par la formation d'une nouvelle bureaucratie, fruit de l'héritage, de l'ancien régime et de la promotion sociale accélérée de nouveaux dirigeants. Symboliquement, dans les effectifs du parti après le recrutement massif de la « promotion Lénine », les quelques milliers de militants de la révolution d'Octobre ne pèsent plus lourd par rapport aux centaines de milliers de nouveaux bolcheviks, parmi lesquels les carriéristes venus au secours de la victoire et les éléments recyclés de la vieille administration.

Le Testament de Lénine (voir Moshe Lewin, *Le dernier combat de Lénine*, Minuit 1979) témoigne, à son agonie, de cette conscience pathétique du problème. Alors que la révolution est affaire de peuples et de multitudes, Lénine mourant en est, pour imaginer les lendemains, à soupeser les vices et les vertus d'une poignée de dirigeants dont presque tout paraît désormais dépendre.

Si les facteurs sociaux et les circonstances historiques jouent un rôle déterminant dans la montée en puissance de la bureaucratie stalinienne, cela ne signifie pas que les idées et les théories n'aient aucune responsabilité dans son avènement. Il ne fait en particulier aucun doute que la confusion entretenue, dès la prise du pouvoir, entre l'État, le parti, et la classe ouvrière, au nom du dépérissement rapide de l'État et de la disparition des contradictions au sein du peuple, favorise considérablement l'étatisation de la société et non pas la socialisation des fonctions étatiques.



Trotsky, Lénine et Kamenev en 1921 lors du deuxième congrès du parti.

L'apprentissage de la démocratie est une affaire longue, difficile, qui ne va pas au même rythme que les décrets de réforme économique. Il prend du temps, de l'énergie. La solution de facilité consiste alors à subordonner les organes de pouvoir populaire, conseils et soviets, à un tuteur éclairé : le parti. Pratiquement, elle consiste aussi à remplacer le principe de l'élection et du contrôle des responsables par leur nomination à l'initiative du parti, dès 1918 dans certains cas. Cette logique aboutit enfin à la suppression du pluralisme politique et des libertés d'opinion nécessaires à la vie démocratique, ainsi qu'à la subordination systématique du droit à la force.

L'engrenage est d'autant plus implacable que la bureaucratization ne procède pas seulement ou principalement d'une manipulation d'en haut. Elle répond aussi parfois à une sorte de demande d'en bas, à un besoin d'ordre et de tranquillité né des lassitudes de la guerre et de la guerre civile, des privations et de l'usure, que les controverses démocratiques, l'agitation politique, la demande constante de responsabilité dérangent. Marc Ferro a fort pertinemment souligné dans ses livres cette terrible dialectique.

Il rappelle ainsi qu'existaient bel et bien « deux foyers — démocratique-autoritaire à la base, centraliste-autoritaire au sommet », au début de la révolution, alors « qu'il n'y en a plus qu'un en 1939 ». Mais, pour lui, la question est pratiquement réglée au bout de quelques mois, dès 1918 ou 1919, avec le dépérissement ou la mise au pas des comités de quartiers et d'usine (voir Marc Ferro, *Les soviets en Russie*, collection Archives). Suivant une approche analogue, le philosophe Philippe Lacoue-Labarthe est

encore plus explicite en déclarant le bolchevisme « contre-révolutionnaire à partir de 1920-1921 » (soit dès avant Kronstadt). (Cf. Revue Lignes n° 31, mai 1997).

L'affaire est de toute première importance. Il n'est pas question d'opposer point par point, de manière manichéenne, une légende du « léninisme sous

Lénine » au léninisme sous Staline, les années vingt lumineuses aux sombres années trente, comme si rien n'avait encore commencé à pourrir au pays des Soviets. Bien sûr la bureaucratisation est presque immédiatement à l'œuvre, bien sûr l'activité policière de la Tchéka a sa logique propre, bien sûr le bain politique des îles Solovki est ouvert après la fin de la guerre civile et avant la mort de Lénine, bien sûr la pluralité des partis est supprimée de fait, la liberté d'expression limitée, les droits démocratiques dans le parti même sont restreints dès le X<sup>e</sup> congrès de 1921. Le processus de ce que nous appelons la contre-révolution bureaucratique n'est pas un événement simple, datable, symétrique de l'insurrection d'Octobre. Il ne s'est pas fait en un jour. Il est passé par des choix, des affrontements, des événements. Les acteurs eux-mêmes n'ont cessé de débattre sur sa périodisation, non par goût de la précision historique, mais pour tenter d'en déduire des tâches politiques. Des témoins comme Rosmer, Eastman, Souvarine, Istrati, Benjamin, Zamiatine et Boulgakov (dans ses lettres à Staline), la poésie de Maïakovski, les tourments de Mandelstam ou de Tsvétaïeva, les carnets de Babel, etc. peuvent contribuer à éclairer les multiples facettes du phénomène, son développement, sa progression.

Il n'en demeure pas moins un contraste, une discontinuité irréductible, dans la politique intérieure comme dans la politique internationale, entre le début des années vingt et les terribles années trente. Nous ne contestons pas que les tendances autoritaires aient commencé à prendre le dessus bien avant, qu'obsédés par l'« ennemi principal » (bien réel au demeurant) de l'agres-

sion impérialiste et de la restaurations capitalistes, les dirigeants bolcheviks aient commencé par ignorer ou sous-estimer « l'ennemi secondaire », la bureaucratie qui les minait de l'intérieur et finit par les dévorer. Ce scénario était inédit à l'époque, difficile à imaginer. Il fallut du temps pour le comprendre et l'interpréter, pour en tirer les conséquences. Ainsi, si Lénine a sans doute mieux compris le signal d'alarme qu'a signifié la crise de Kronstadt, au point d'impulser une profonde réorientation politique, ce n'est que bien plus tard, dans La Révolution trahie, que Trotsky parviendra à fonder en principe le pluralisme politique sur l'hétérogénéité du prolétariat lui-même, y compris après la prise du pouvoir.

La plupart des grands témoignages et des études sur l'Union soviétique ou sur le Parti bolchevik lui-même (voir *Moscou sous Lénine* de Rosmer, *Le léninisme sous Lénine* de Marcel Liebman, *L'Histoire du parti bolchevik* de Pierre Broué, *Staline* de Souvarine et celui de Trotsky, les travaux de E.H. Carr, de Tony Cliff, de Moshe Lewin, de David Rousset) ne permettent pas d'ignorer, dans l'étroite dialectique de la rupture et de la continuité, le grand tournant des années trente. La rupture l'emporte de loin, attestée par des millions et des millions de morts de faim, de déportés, de victimes des procès et des purges. S'il a fallu le déchaînement d'une telle violence pour parvenir au « congrès des vainqueurs » de 1934 et la consolidation du pouvoir bureaucratique, c'est que l'héritage révolutionnaire devait être tenace et qu'il ne fut pas facile d'en venir à bout.

C'est ce que nous appelons une contre-révolution, autrement massive, autrement visible, autrement déchirante que les mesures autoritaires, si inquiétantes soient-elles, prises dans le feu de la guerre civile. Cette contre-révolution fait également sentir ses effets dans tout les domaines, tant celui de la politique économique (collectivisation forcée et développement à grande échelle du Goulag), de la politique internationale (en Chine, en Allemagne, en Espagne), de la politique culturelle même ou de la vie quotidienne, avec ce que Trotsky a appelé le « thermidor au foyer ».

### III. Révolution « prématurée »

Depuis la chute de l'Union soviétique, une thèse a repris vigueur parmi les défenseurs du marxisme, notamment dans les pays anglo-saxons (voir les travaux de

Gerry Cohen) : celle selon laquelle la révolution aurait été d'emblée une aventure condamnée parce que prématurée. En réalité, cette thèse trouve son origine très tôt, dans le discours des mencheviks russes eux-mêmes et dans les analyses de Kautsky, dès 1921 : bien du sang, des larmes et des ruines, écrit-il alors, auraient été épargnés « si les bolcheviks avaient possédé le sens menchevik de l'auto-limitation à ce qui est accessible, en quoi se révèle le maître » (*Von der Demokratie zur Statsktaveri*, 1921, cité par Radek dans *Les voies de la Révolution russe*, EDI p. 41).

La formule est étonnamment révélatrice. Voici quelqu'un qui polémique contre l'idée d'un parti d'avant-garde, mais imagine en échange un parti-maître, éducateur et pédagogue, capable de régler à sa

re détermine étroitement la superstructure correspondante. Il élimine tout simplement le fait que l'histoire n'a pas la force d'un destin, est trouée d'événements qui ouvrent un éventail de possibilités, non toutes certes, Mais bien un horizon déterminé de possibilités. Ses propres acteurs ont pensé la Révolution russe non comme une aventure solitaire, mais comme le premier élément d'une révolution européenne et mondiale. Les échecs de la révolution allemande ou de la guerre civile espagnole, les développements de la révolution chinoise, la victoire du fascisme en Italie et en Allemagne n'étaient pas écrits d'avance.

Parler en ce cas de révolution prématurée revient à énoncer un jugement de tribunal historique au lieu de se placer du point de vue de la logique interne du conflit et des politiques qui s'y affrontent. De ce point

stratégique (crise révolutionnaire, dualité de pouvoir, rapports entre partis, masses et institutions, questions de l'économie de transition), de leur actualité et de leurs limites, est évidemment tout aussi décisif. Il importerait aussi, contre la diabolisation qui tend à imputer à la révolution toutes les misères du siècle, de préciser que l'Union soviétique est certainement le pays qui, en une trentaine d'années a connu le plus de morts violentes concentrées sur un territoire limité, mais qu'on ne peut pas imputer pêle-mêle à la révolution, parmi ces dizaines de millions de morts (les historiens en discutent aujourd'hui le chiffre) ceux de la première guerre mondiale, de l'intervention étrangère, de la guerre civile, ou de la deuxième guerre mondiale. De même qu'il était, lors du bicentenaire de la Révolution française, impossible d'imputer à la Révolution les souffrances causées par l'intervention des monarchies ou celles des guerres napoléoniennes.

Peut-être, en ces temps de restauration, convient-il pour terminer, de rappeler ces superbes lignes célèbres de Kant, écrites en 1795, en pleine réaction thermidorienne : « Un tel phénomène, dans l'histoire de l'humanité ne s'oublie plus, parce qu'il a révélé dans la nature humaine une disposition, une faculté de progresser telle qu'une politique n'aurait pu, à force de subtilité, la dégager du cours antérieur des événements : seules la nature et la liberté réunies dans l'espèce humaine suivant les principes internes du droit étaient en mesure de l'annoncer, encore que, quant au temps, d'une manière indéterminée et comme événement contingent. Mais, même si le but visé par cet événement n'était pas encore aujourd'hui atteint, quand bien même la révolution ou la réforme de la constitution d'un peuple aurait finalement échoué, ou bien si, passé un laps de temps, tout retombait dans l'ornière précédente (comme le prédisent maintenant certains politiques), cette prophétie philosophique n'en perd rien pour autant de sa force. Car cet événement est trop important, trop mêlé aux intérêts de l'humanité et d'une influence trop vaste sur toutes les parties du monde pour ne pas devoir être remis en mémoire aux peuples, à l'occasion de circonstances favorables et rappelé lors de la reprise de nouvelles tentatives de ce genre. »

Rien ne peut faire que ce qui, en dix jours, a ébranlé le monde, soit à jamais effacé. ■



1920 : Une des rares images montrant Staline (premier à droite) et Trotsky (quatrième).

guise la marche et le rythme de l'histoire. Comme si les luttes et les révolutions n'avaient pas aussi leur logique propre. A vouloir les autolimiter lorsqu'elles se présentent, on a tôt fait de passer du côté de l'ordre établi. Il ne s'agit plus alors « d'auto-limiter » les objectifs du parti, mais de limiter tout court les aspirations des masses. En ce sens, les Ebert et les Noske, en assassinant Rosa Luxembourg et en écrasant les soviets de Bavière se sont illustrés comme des virtuoses de « l'autolimitation ».

En vérité, le raisonnement conduit inéluctablement à l'idée d'une histoire bien ordonnée, réglée, comme une horloge, où tout vient à son heure, juste à temps. Il retombe dans les platitudes d'un strict déterminisme historique si souvent reproché aux marxistes où l'état de l'infrastructu-

de vue, les défaites ne sont pas des preuves d'erreur ou de tort, pas plus que les victoires ne sont preuve de vérité. Car il n'y a pas de jugement dernier. Ce qui importe, c'est qu'ait été tracée pas à pas, à l'occasion de chaque grand choix, de chaque grande bifurcation (la Nep, la collectivisation forcée, le pacte germano-soviétique, la guerre civile espagnole, la victoire du nazisme) la piste d'une autre histoire possible. C'est ce qui préserve l'intelligibilité du passé et permet d'en tirer des leçons pour l'avenir.

Il y aurait bien d'autres aspects à discuter à l'occasion de cet anniversaire. Nous nous sommes contentés de « trois questions d'Octobre » aujourd'hui cruciales dans le débat. Mais le chapitre des « leçons d'Octobre » d'un point de vue

# Lénine : Un parti pour la révolution

Du côté des anti-révolutionnaires de tout poil, ayant déjà ramené la révolution socialiste à un coup d'État, il suffirait désormais de discréditer « l'agence » (pour ne pas dire « l'agent » — le chef, l'espion allemand, ...) du « complot » pour étouffer toute velléité de transformation sociale.

A leur manière ils démontrent que si toute critique radicale du capitalisme débouche tôt ou tard chez Marx, l'action anticapitaliste n'évitera pas Lénine, dès lors qu'il s'agit de se donner les moyens efficaces pour réussir.

## Auto-émancipation sans Parti ?

Certes, les conditions sociales de la Russie de l'époque se situent à mille lieues de ce que nous vivons actuellement en Occident. Cela devrait dissuader toute velléité de mimétisme.

Mais manifestement il y a un aspect plus universel à l'expérience russe : la capacité avérée d'auto-émancipation de la classe (ou des classes) exploitée et opprimée.

Parmi les conditions concrètes de sa réalisation, il y a avant tout l'auto-organisation.

Pour être clair, on devrait nettement distinguer ses trois « moments » : l'auto-organisation qui est à l'œuvre dans les luttes de masse (notamment pendant la dualité des pouvoirs), celle de la prise du pouvoir révolutionnaire, celle d'un tout autre ordre à travers la gestion du nouvel État (l'autogestion). Chacun de ces moments se passe dans un contexte particulier et possède sa logique et ses exigences propres.

Le problème qui se pose c'est le rôle du Parti face à et à l'intérieur de ce processus d'auto-organisation. Certains considèrent que, par définition, l'auto-émancipation devrait être totalement spontanée et « immaculée » de toute organisation ouvrière déjà établie. Le Parti, comme organisation distincte, avec son niveau de conscience plus élevé, son degré d'organi-

sation plus fort et sa capacité d'initiative relativement autonome, devient dès lors un obstacle à l'auto-émancipation. Mais comment « juger » le degré auto-émancipateur ? Et qui jugera ? Comment défaire la dialectique réelle qui s'établit de fait entre toutes ces formes d'auto-activité dans la classe ouvrière et la société ? Il est significatif que Marc Ferro qui en veut par ailleurs à tous les Partis sans distinction, exclut de l'auto-organisation véritable une bonne partie des conseils : seuls les soviets (conseils) locaux (d'usine et du quartier) trouvent grâce à ses yeux, avec l'exclusion de ceux qui « centralisent », ceux qui comprennent des éléments sociologiques ou politiques extérieurs (ex. les intellectuels, les Partis). (« Naissance et effondrement du régime communiste en Russie. Livre de poche, 1997). N'est-ce pas faire fi des conditions concrètes de leur réalisation, et donc mettre en péril toute possibilité de réorganiser de la société sur une autre base ?

En réalité c'est « la légitimité » de la prise du pouvoir politique qui est visée, dans la mesure où ce moment précis de l'auto-activité exige impérativement l'initiative révolutionnaire d'une organisation de type partidaire, c'est-à-dire une structure très centralisée et très homogène capable de neutraliser la réaction violente de l'appareil d'État répressif. Ceux qui essaient d'imaginer un scénario alternatif, c'est-à-dire une prise du pouvoir par les soviets sans l'activité du Parti (bolchevik, en l'occurrence) n'aboutissent pas (cfr. Ch. Read. From Tsato Soviets. London, UCL Press, 1997)

La révolution russe ne contredit pas l'axiome de Marx (« l'émancipation des travailleurs ... »). Elle lui donne pour la première fois une forme concrète intégrant le rôle du Parti (ou des Partis). Certes cela ne va pas sans problèmes. Non seulement du côté du Parti, mais aussi du côté des masses populaires en lutte : la dialectique concrète entre les deux facteurs ne dépend pas seulement de la volonté d'autonomie du Parti. Cette dernière est forte-

*Dès que la révolution russe est mise en débat, on n'évite pas la question de Lénine « Que faire ? », c'est-à-dire le rôle du parti révolutionnaire. Et c'est logique.*

Par  
François Vercaemmen



ment conditionnée par le niveau de conscience politique, l'énergie militante, la capacité culturelle autogestionnaire de la classe subalterne. Le cycle de la révolution russe (1895-1922) l'a prouvé.

## Un Parti pour la révolution

Au début du XXe siècle et pour la première fois dans l'histoire, un Parti « marxiste » se pose comme objectif de diriger les masses populaires vers la conquête révolutionnaire du pouvoir politique sur la base de leur auto-activité. C'est une véritable innovation. Ce projet rompt avec le double substitutisme alors en vogue : soit celui « parlementariste » d'une social-démocratie de plus en plus réformiste, soit celui populiste (l'intelligentsia). Dès la fin du XIXe siècle, les contradictions s'accroissent et s'agui-



Lénine et la manifestation. Fragment du tableau de I. Brodski

sent dans les sociétés en Europe, tant à l'Est qu'à l'Ouest. Par différents biais, la réflexion s'approfondit. En fait, un nouveau programme marxiste est en train de naître. Plusieurs y contribuent : Parvus, Kautsky, Plekhanov, Axelrod, Hilferding, Rosa, Trotsky, Pannekoek, Bauer, Boukharine et Lénine...

C'est ce dernier qui, en définitive, sera le seul (avec ses camarades) à couler cette compréhension dans un Parti à la hauteur du défi révolutionnaire.

Ce succès a, à juste titre, impressionné adversaires et ennemis, compagnons de route et militants. Ces derniers, en particulier, ont été à la recherche d'un concept de Parti chez Lénine afin de l'appliquer avec plus ou moins de bon sens dans leur propre pays. Et c'est sur « Que faire » que, pour l'essentiel, ils ont projeté leurs espoirs.

### Que faire ?

Cette brochure, publiée en 1902 mais dont des « chapitres » apparaissaient dans le journal « Iskra » (L'Étincelle) dès 1900, a joué un rôle très important dans la vie du POSDR (Parti ouvrier social-démocrate de Russie). Elle visait à convaincre les militants des comités locaux qu'il fallait se donner les moyens pour survivre à la répression tsariste. Et à cette fin dépasser les méthodes de travail artisanales et de centraliser l'activité par la création d'un journal pour toute la Russie. Cela postulait une direction pratique et politique centralisée. Voilà pour l'aspect pratique qui avait ren-

contré un écho énorme parmi les militants. Car il offrait, enfin une solution à l'interminable série noire d'arrestations de militants et de démantèlement des organisations. Espoir donc, car ce projet pratique avait son fondement politique : la perspective d'une révolution prochaine. La centralisation du Parti était ainsi liée à la préparation de l'insurrection.

« Que faire ? » a été servi à toutes les sauces (jusqu'à l'éclipse récente). Et c'est paradoxal. Car à peine publiée (1902), la brochure fut mise à l'écart par la révolution de (janvier-décembre) 1905, et ... par Lénine lui-même. Au congrès d'avril 1905, il retirait les thèses les plus contestées. Par la suite, il a dénié toute portée théorique générale aux idées du « Que faire ? », s'opposant même à sa réédition à des fins d'éducation politique.

Qu'est-ce que les contemporains ont avant tout retenu et débattu d'une manière aussi fracassante (que son écho a retenti tout au long de ce siècle !) ? Essentiellement deux choses.

Premièrement, la nécessité de la centralisation du Parti.

D'abord admise comme une évidence, elle a provoqué ensuite, dans le contexte d'un congrès de fondation très difficile (1903), des polémiques outrancières : pratiquement tous se sont déchaînés contre Lénine, l'accusant d'ultracentralisme, de bonapartisme, de « substitutisme », de dictature individuelle, etc. Les plus virulents étant Rosa Luxembourg et Trotsky, qui

furent aussi les plus capables, dans la mesure où leurs textes essayent de donner un fondement analytique et historique à leurs critiques.

C'est cet aspect qui a été présenté par tous les courants antirévolutionnaires, jusqu'à aujourd'hui comme le péché originel du « léninisme ».

Deuxièmement, la nécessaire introduction par le Parti, « de l'extérieur », de la conscience de classe (socialiste et politique). Là encore, cet argument avait fait l'unanimité au départ. Lénine n'avait-il pas invoqué l'autorité (incontestée à ce moment) de Karl Kautsky, le « pape » de l'Internationale, pour le justifier.

Très vite, dès avant 1905, Lénine allait clarifier sa position sur ces deux points.

A Rosa Luxembourg, il répondait que la centralisation qu'il avait proposée, répondait à des critères élémentaires de toute organisation (notamment la subordination des organes inférieurs aux organes supérieurs ; l'application, après débat, des décisions majoritaires par tout le monde). Et que ce qu'il y avait de particulier dans « Que faire ? » c'était la distinction entre (quelques) principes d'organisation (tels que mentionnés) et le système d'organisation pratique qui, lui, est tributaire des conditions concrètes. Mais Lénine était parmi ceux qui comptaient les appliquer effectivement...

Quant à l'extériorité, il admettait d'avoir « tordu le bâton dans le sens opposé » dans sa polémique contre ledit « économicisme », c'est-à-dire cette conception qui avance que spontanément, les luttes économiques débouchent sur la lutte politique (anti-tsariste) et la conscience « trade-unioniste » purement syndicale-revendicative) sur la conscience révolutionnaire. (voir : Préface au recueil « En douze ans », 1907).

Le virulent débat et la révolution de 1905 aidant, il est clair qu'une nouvelle conception politique du parti commence à émerger chez Lénine. Elle est moins portée par une volonté innovatrice (par rapport à la social-démocratie allemande), que par une volonté d'être à la hauteur de la révolution qui est d'actualité. Simplement : devant l'échec persistant dans la construction du Parti en Russie, il tient rigoureusement à ce que toutes les conditions pratiques soient réunies pour aboutir. Et au-delà des aspects pratiques et organisationnels, il a réfléchi jusqu'au bout (principalement par ses discussions avec le « vieil » Axelrod) aux « retards » de la Russie — la société et la classe ouvrière. La conscience aiguë — dès la fin des années 1890 — de la proxi-

mité de la révolution ne pouvait chez lui qu'alimenter une vision radicalement opposée au fatalisme et au spontanéisme du point de vue du rôle du parti (son programme, son activité, son organisation).

Cette volonté directionnelle (au sein du parti et dans les rapports de celui-ci à la classe), qui tient en germe l'idée du « Parti d'avant-garde », heurte frontalement quelque'un comme Rosa qui écrira : « En vérité la social-démocratie n'est pas liée à l'organisation de la classe ouvrière, elle est le mouvement propre de la classe ouvrière » (« Questions d'organisation de la social-démocratie russe », 1904, édité en français sous le titre fallacieux « Centralisme et Démocratie », Ed.Spartacus, p.21).

### Au delà du « Que faire ? »

C'est en quatre étapes, avant 1917, que Lénine progressera dans la construction du Parti révolutionnaire (fraction bolchevique depuis 1903, devenant le Parti bolchevik en 1912). Elles reflètent autant d'expériences politiques et organisationnelles, qui réorganisent les conceptions de Lénine.

La première c'est la révolution de 1905. Elle affirme non seulement le rôle de la classe ouvrière comme avant-garde de la révolution antitsariste, mais aussi son potentiel spontané d'auto-organisation. Elle n'annule pas la tonalité directionnelle du Parti, Lénine a aussi perçu les limites de la spontanéité. Il en résulte pour la première fois une conception plus claire du parti et de sa dialectique avec la classe, tant du point de vue de la conscience que de l'organisation de la classe. D'autre part, les règles de fonctionnement fortement hiérarchiques (cfr. Que faire ?) qui freinent l'adhésion des travailleurs, sont battues en brèche. Submergé par une classe ouvrière « en révolution », le POSDR devient en réalité une organisation de cadres qui s'ouvre à tout ouvrier ayant un minimum de conscience et d'activité militante. Et Lénine pousse à fond dans ce sens, au grand dam des cadres intermédiaires (les « révolutionnaires professionnels ») qui lui sortent « Que faire? » !

Expérience fondamentale, la révolution de 1905 est entrée dans l'histoire comme « la répétition générale » de 1917. Elle marquera définitivement la conscience et l'imaginaire des contemporains. Mais elle a un aspect volatile quant au Parti : de quelques centaines de membres en 1904 (2000 peut-être) il en groupera 70 000 en 1906, pour retomber de nouveau à un état grou-

pusculaire dès 1910.

Ce fait et le climat fractionnel désastreux des années 1907-1914 ont aveuglé beaucoup de commentateurs, plutôt fixés sur « 1905 » et « 1917 ». Or, cette période « tranquille » voit se dérouler une tentative de réforme par en haut (symbolisée par Stolypine) et une crise semi-révolutionnaire (1913-14). C'est là que le Parti bolchevik acquiert sa physionomie définitive grâce à une activité politique plus articulée et plus réfléchie au sein d'une société civile débutante. C'est là, aussi, que, pour la première fois, il gagne la majorité au sein du mouvement ouvrier dans les syndicats et dans les comités de grève.

Entre 1906 et 1912, Lénine passe par un intense processus d'apprentissage. Car l'impensable semble se réaliser.

Un début de démocratie parlementaire ouvre la voie à un Parti libéral qui gagne les élections. Et le régime tente une réforme agraire. Celle-ci ne renforce pas le tsarisme mais permet l'émergence d'une organisation autonome de la paysannerie tant sur le plan parlementaire que « syndical ». Sur le plan urbain, un mouvement syndical ouvrier acquiert une existence légale. Lénine bouleverse ses analyses et sa ligne politique. Il n'hésite pas à transgresser les orthodoxies du Parti et de sa propre fraction : participation à des élections tronquées pour un parlement émasculé ; exploration du travail parlementaire sous la dictature ; tournant vers la petite paysannerie et rapprochement avec les « travaillistes » et les « socialistes-révolutionnaires »-adversaires de toujours ; unité ponctuelle avec les mencheviks sur des positions dites « droitières » ; entrée dans les syndicats légaux et bataille démocratique de tendance ; prise en compte de la question des nationalités, début du travail femme, ..... C'est rarement mis en lumière : mais le léninisme s'est forgé dans des batailles contre le gauchisme. Celui-ci était très présent dans le mouvement ouvrier et paysan et dans l'intelligentsia (SR, Maximalistes,...), ainsi qu'au sein du POSDR. En l'occurrence, il risquait de paralyser l'intervention du Parti dans le « mouvement réel » et de l'empêcher d'être présent dans les centres actifs de la vie politique.

Pour radical qu'il fut, le bolchevisme ne fut jamais le plus à gauche des grands courants politiques du mouvement populaire.

L'échec du timide réformisme tsariste débouche sur un début de révolution en 1913-14.

Le processus révolutionnaire est à l'en-

vers de celui de « 1905 » (et de 1917). Il ne démarre pas par une explosion ouvrière qui déborde toute la société, y compris les révolutionnaires. C'est le Parti bolchevik (autonome depuis 1912) qui saisit au vol la montée ouvrière et étudiante rampante et la pousse vers la grève générale. Celle-ci se transformera en insurrection à Petrograd en août 1914.

L'activité du Parti est donc déterminante dès avant l'affrontement. C'est le véritable test de sa capacité directionnelle, politiquement (la ligne) et pratiquement (le travail de masse sur le terrain). Le parti, toujours clandestin, développe une intense activité d'agitation pour une plate-forme revendicative : journée de 8 heures, confiscation des terres de l'aristocratie, libertés syndicales, une assurance sociale pour tous payée par les patrons et l'État, des élections démocratiques pour une



Constituante souveraine). Cela ressemble fort à une démarche « transitoire » ! La fraction parlementaire — légale ! — joue un rôle important, ainsi que les fractions dans les syndicats. Le menchevisme, obnubilé par son rapprochement avec les libéraux, s'oppose non seulement aux grèves, mais aussi aux revendications « trop radicales ». En six mois, il sera jugé et laminé sur le terrain de la démocratie ouvrière — dans les syndicats et les comités de grève.

Ainsi, du point de vue de l'activité du Parti, ce n'est pas « 1905 » qui est la répétition générale, mais cette grève générale insurrectionnelle dans la capitale.

A la veille de 1914, le Parti bolchevik a réalisé sa percée sur le terrain. La rencontre apparemment facile, de l'année 1917 entre le Parti et le mouvement réel, n'est pas due au hasard. Elle conclut tout un cycle d'organisation, de réflexion politique et d'activité militante qui l'a porté au cœur de la classe avant de le porter, en 1917, à la direction de la société. ■

# Enjeux économiques

# et sociaux

L'échec et l'effondrement des pays dits socialistes donne au 80e anniversaire une tournure de nécessaire mise à plat, d'examen des causes de l'échec. Partant d'une des approches dominantes qui sont proposées dans ce débat-là (le « volontarisme bolchevique »), j'insisterai sur ce qui me paraît le plus fertile : le retour sur les enjeux et choix économiques (en réalité politiques et socio-économiques) relevant du vivant de Lénine et des années 20. Ce faisant on peut mieux souligner, derrière les facteurs qui dans la politique des bolcheviks ont favorisé la cristallisation stalinienne, les éléments de rupture entre léninisme et stalinisme et les choix qui demeuraient possibles. Loin de relever d'une démarche « volontariste » au sens où ils auraient été coupés des conditions socio-économiques historiques réelles, les controverses des années 20 représentent les premiers débats marxistes fondamentaux confrontés aux questions réelles de la transition au socialisme. Des questions qui se posent encore à tout pays qui veut assurer à sa population un développement rompant avec la dictature du marché capitaliste tout en se trouvant à un niveau de productivité inférieur à celui des pays capitalistes les plus développés. La notion de « volontarisme » est une mystification (qui débouche sur le « réalisme » du laissez-faire) si elle gomme le caractère nécessairement politique des grands choix économiques — et l'existence de choix possibles. Les débats des années 20 en URSS sont d'une grande richesse parce qu'ils relevaient de choix qu'Octobre avait rendus possibles.

Sous diverses variantes, la valorisation du point de vue menchevik est une première interprétation proposée de l'échec : la révolution de Février (révolution bourgeoise contre l'ancien régime) aurait été fondée historiquement, mais pas celle d'Octobre. Le « volontarisme » bolchevik (outrepassant les bornes d'une révolution bourgeoise et violant les « lois » de l'histoire) serait donc la cause profonde de la dégénérescence stalinienne, en fait « historiquement » inévitable. Seul un développement capitaliste (« normal » ? non volontariste et démocratique, celui-là ?) aurait dû permettre de créer les préconditions (le



niveau adéquat des forces productives ?) d'une transformation socialiste.

L'expérience historique longue, n'a guère donné d'illustration convaincante de la voie réformiste capitaliste de sortie du sous-développement pour les pays de la périphérie capitaliste. Et elle a montré la fragilité des avantages acquis dans les pays capitalistes développés eux-mêmes. Il faut d'ailleurs souligner combien les quelques marges de développement que certains pays du Tiers monde ont connues et combien les gains sociaux des Trente Glorieuses sont en grande partie des retombées d'Octobre. Autrement dit, les marges de résistance à une logique de profit marchand ont été internes/externes au capitalisme. La reconstruction avec l'ai-

*De la révolution d'Octobre aux débats économiques des années 20  
Quelles conditions d'émergence du socialisme ?*

Par Catherine Samary

de du plan Marshall en Europe, l'aide impérialiste colossale reçue par la Corée du Sud, mais aussi le keynésianisme théorisant la nécessité pour le capitalisme de se socialiser sous peine de disparaître, tout cela a fait partie de la « régulation » très étatiste, très volontariste que le capitalisme a incorporée pendant quelques décennies, notamment par peur du communisme. Seules de nouvelles grandes peurs de ce type (donc la reconstruction de rapports de force internationaux plus favorables aux travailleurs) renversera le cours actuel d'un capitalisme retournant à sa sauvagerie « naturelle »...

Mais revenons aux bolcheviks.

Y a-t-il eu « putsch » bolchevique, projet avant-gardiste forçant le cours de l'histoire, ou bien une vraie révolution, dont il faut alors analyser la dynamique sociale ? La (re)lecture des écrits historiques au-dessus de tout soupçon de « bolchevisme », comme les travaux de Marc Ferro, est éclairante si l'on veut bien commencer par cette question-là.

*« L'insurrection d'Octobre légitima un changement de pouvoir qui ne parvenait pas à se réaliser. La "conquête" du pouvoir "par les bolcheviks" substitua en fait au vieil appareil d'État, demeuré en place sous*

# Crise politique et virevolte du PRC

Par  
Livio Maitan

L'Italie vient de connaître une nouvelle crise politique, qui, tout en ayant débouché sur une issue relativement rapide par un retour apparent à la case départ, a mis en relief aussi bien les difficultés persistantes au niveau socio-économique que des contradictions majeures au sein de la majorité parlementaire issue des élections d'avril 1996. A un moment donné le gouvernement avait même démissionné et on projetait déjà encore une fois des élections législatives anticipées.

Un compromis a été finalement réalisé entre le gouvernement et le Parti de la refondation communiste (PRC). Le débat est ouvert sur la question de savoir s'il s'agit d'un compromis viable, comportant des acquis pour les travailleurs, ou d'un dérapage dangereux des dirigeants du PRC.

Rappelons que lors de la campagne électorale de 1996 le PRC, qui avait réalisé un pacte de désistement avec la coalition dite de l'Olivier, s'était engagé à permettre, le cas échéant, la formation d'un gouvernement présidé par Romano Prodi et à déterminer par la suite son attitude



sur la base des propositions et de la conduite de ce gouvernement. Mais, dès fin juin de l'année dernière, le parti avait opéré une rectification : il se considérait désormais partie intégrante de la majorité parlementaire (1), il en découlait que pendant quinze mois les parlementaires du parti ont effectivement soutenu le gouvernement du centre-gauche.

Cela n'est pas allé sans des difficultés, des polémiques et des conflits à plusieurs occasions. Sur le terrain socio-économique la divergence la plus sérieuse s'est produite sur un projet du ministre du Travail, portant sur l'introduction du travail intérimaire contre lequel le PRC s'était toujours battu. Finalement, le projet avait été adopté, le ministre ayant accepté en contrepartie que soient embauchés

100 000 jeunes pour une durée allant de six mois à un an avec un salaire de 800 000 liras (à peu près 2 700 francs) par mois (cet accord a provoqué un vif mécontentement et une pétition demandant aux parlementaires de rejeter le projet, a obtenu la signature d'environ 2 000 cadres intermédiaires du parti). Sur le terrain politique, c'est la question de l'envoi d'un contingent militaire en Albanie qui devait provoquer une rupture : le PRC vote contre l'attitude adoptée par le gouvernement Prodi qui n'est approuvée que grâce à l'appui de la coalition du centre-droite.

Mais c'est au moment où commence la discussion sur la loi de finances pour 1998 que des tensions plus sérieuses se dessinent. Avant les vacances, le Parlement doit adopter un premier cadre général. Le PRC s'abstient au Sénat où ses voix ne sont pas nécessaires au gouvernement (par ailleurs, selon le règlement de cette assemblée les abstentions ont la même valeur que les voix contre) et vote pour à la Chambre des députés, tout en déclarant que son attitude était dictée par le souci d'éviter que le gouvernement ne tombe sans qu'il y ait auparavant une discussion non sur un cadre général, mais sur la loi de finances en tant que telle.

En fait, le gouvernement avait expliqué à plusieurs reprises auparavant qu'il n'était pas question d'envisager un compromis comparable à celui qui avait été réalisé en 1996 ?

Dans le but de respecter les critères du Traité de Maastricht il fallait, selon lui, prendre encore une fois des mesures de réduction du budget et aborder notamment le problème des retraites qui n'avait pas été abordé l'année précédente à la suite du veto du PRC. Début septembre, lors d'une rencontre avec Bertinotti et l'un de ses principaux collaborateurs écono-

1) Rappelons que l'Olivier dispose à lui seul de la majorité au Sénat alors qu'il a besoin du PRC à la Chambre des députés (en Italie, les deux branches du parlement ont constitutionnellement les mêmes pouvoirs).

miques, le premier ministre réitérait l'attitude intransigeante de son gouvernement, ce qui ne pouvait que provoquer une réaction assez vive de la part des dirigeants du PRC. Les rapports devenaient d'autant plus tendus que Prodi n'entamait aucune négociation réelle. Son but était d'obtenir un accord avec les centrales syndicales, de souder sa coalition gouvernementale et de mettre ainsi le PRC au pied du mur. L'accord avec les syndicats était, du moins dans une large mesure, réalisé, qui plus est, il comportait une remise en question des retraites dites d'ancienneté (2).

Conclusion : Prodi pouvait présenter au parlement une loi de finances assez sévère (bien que plus modérée que celle de l'année précédente) ne faisant aucune concession appréciable au PRC.

## Prodi tombe et... resurgit

A la Chambre des députés se déroule l'un des débats les plus significatifs de l'histoire parlementaire des dernières années. Le gouvernement et le PRC s'affrontent sans ménagement. Bertinotti et le président du groupe parlementaire, Diliberto, vont jusqu'à accuser le gouvernement de devenir l'instrument de l'organisation patronale Confindustria et des cercles financiers et de se plier à la volonté des « marchés ». Le centre-droite prend une attitude d'attente, mais laisse entendre qu'il pourrait voler au secours du gouvernement pour éviter un blocage de la loi de finances pouvant impliquer une remise en question de l'échéance européenne. Toute médiation semble impossible et, le PRC ayant déclaré qu'il voterait contre la loi en question, Prodi annonce le 9 octobre sa démission sans attendre un vote formel.

Immédiatement après se déclenche une offensive sans précédent contre le PRC : les dirigeants et les cadres politiques aux différents niveaux, les maires des villes, les porte-parole des organisations patronales, les confédérations syndicales se lancent dans une espèce de chasse aux sorcières contre Bertinotti et le PRC, accusés de provoquer une crise politique sans

issue et d'empêcher l'Italie d'intégrer l'Union européenne au moment où elle était en train de parachever un redressement spectaculaire. Tout cela se répercute largement dans les médias. Le quotidien du PDS, l'Unita, est littéralement déchaîné et même El Manifesto fait de son mieux pour induire Bertinotti à faire marche arrière. Les téléphones et les fax du PRC reçoivent d'innombrables messages de « citoyens » et de « travailleurs » qui ne font pas l'économie d'insultes et de menaces. Il faut remonter aux heures les plus sombres de la guerre froide et de l'hystérie contre l'ancien Parti communiste pour retrouver un tel climat. Au delà de ce qui est dû à l'initiative des appareils du PDS et de la bureaucratie syndicale c'est le résultat d'une double réaction : d'un côté, la réaction de tous ceux qui n'acceptent pas qu'une force politique affirme une identité en conflit avec les conceptions inspirées par la « pensée unique » et avec les soi-disant impératifs de l'économie de marché, des critères de Maastricht, de l'austérité budgétaire, de la flexibilité, etc., de l'autre, la réaction de ceux qui ayant nourri l'espoir que le gouvernement du centre-gauche inaugure une phase nouvelle, voient cet espoir s'effondrer et cherchent des boucs émissaires.

Malgré les dénégations des intéressés et même si nous ne disposons pas d'éléments d'analyse suffisants pour l'affirmer avec certitude, nous sommes quand même enclins à penser que c'est l'ensemble de ces réactions — qui n'avaient pas été prévues dans toute leur ampleur et virulence — qui amènent, moins de 24 heures après la séance parlementaire du 9 octobre, à amorcer ce qui a été interprété par la plupart des commentateurs comme un repli. Le secrétariat du parti déclare que le PRC est disposé à réaliser avec le gouvernement un accord pour une durée d'un an sous condition que la loi de finances soit en partie rectifiée et que soit préparé un projet de loi comportant l'introduction des 35 heures pour l'année 2 000. Une phrase d'une interview de Cossutta est interprétée par la presse comme une ouverture même à une participation directe du parti au gouvernement. Pour sa part, Bertinotti déclare quelques jours plus tard que la décision éventuelle d'entrer au gouvernement « est prématurée ».

Le débat est à nouveau ouvert et des négociations s'entament fiévreusement. La conclusion que personne n'aurait escomptée le 9 octobre est toutefois rapide : l'accord est conclu entre les deux parties concernées. Nous reviendrons sur l'attitude du PRC : soulignons ici que, malgré toutes les difficultés, la coalition de l'Olivier et sa principale composante, le PDS, ont choisi ce chemin parce qu'il n'y

avait pas de solution de rechange un tant soit peu crédible et stable, de nouvelles élections auraient comporté un pari majeur de leur point de vue et ils ne voulaient pas ouvrir à gauche un boulevard au PRC en lui permettant de mobiliser l'opposition à un gouvernement vulnérable du fait de ne pas avoir pris la moindre mesure réformiste correspondant aux besoins et aux exigences des travailleurs. A la suite de l'accord, le PRC réintègre la coalition parlementaire majoritaire et s'engage à voter pour la loi de finances. Prodi retire sa démission et le parlement lui vote la confiance.

## Le PRC secoué

Le bilan de la crise est incontestablement positif pour Prodi qui ressoude sa coalition, est assuré que sa loi de finances sera finalement adoptée par les deux branches du Parlement et peut continuer à développer sa politique européenne sans se heurter à des obstacles majeurs. De surcroît, puisque le centre-droite Berlusconi-Fini traverse une crise évidente, il peut raisonnablement espérer que sa coalition remporte un succès aux municipales partielles du mois de novembre. Evitons tout malentendu : nous n'estimons guère que l'Italie puisse connaître à court terme une phase de stabilité. En fait, malgré une certaine évolution conjoncturelle partiellement favorable, la situation socio-économique reste tendue et des conflits sont possibles à tout moment. Deuxièmement, le processus de révision constitutionnelle n'est qu'amorcé, il va se prolonger encore une année ou deux, avec des divisions très profondes entre les forces politiques au parlement et en dehors du parlement. Il ne faut pas non plus oublier que le troisième larron, la Ligue du Nord, reste actif et représente un facteur de déséquilibre et de tensions graves. L'accouchement de la « deuxième république » est loin d'être accompli.

Toujours est-il que le cadre politique issu des législatives d'avril 1996 sort renforcé de l'épreuve. Dans ce contexte, le PRC n'a pas de quoi pavoiser, même si les sondages des derniers mois lui sont favorables (mais aucun sondage n'a été fait après les vicissitudes récentes). Ses difficultés sont apparues y compris au niveau des instances dirigeantes. Les réunions tenues en septembre et début octobre l'ont indiqué très clairement en ce qui concerne la Direction nationale, qui a discuté assez vivement avant le conflit avec le

2) Les retraites d'ancienneté concernent les salarié(e)s qui, en ayant commencé à travailler très jeunes, ont atteint le nombre d'années d'activité pour la retraite avant même d'avoir atteint l'âge minimum nécessaire.

sur le terrain socio-économique qu'en matière de politique internationale - n'ont fait que confirmer le bien-fondé d'une telle orientation. Qui plus est, les partis de la coalition de l'Olivier et notamment le PDS ont réalisé un accord sur le terrain institutionnel avec le centre-droite en acceptant un projet de réforme de la Constitution du type semi-présidentiel et, en opposition avec un article de la Constitution encore en vigueur, ont accepté, entre autres, de mettre sur le même plan l'enseignement public et l'enseignement privé qui sera lui aussi financé par l'État. Plus généralement, le gouvernement Prodi a réitéré en toute occasion, y compris ces derniers jours, que son but principal était l'entrée dans l'Europe de Maastricht (4).

### Un chèque sans provision !

En ce qui concerne les problèmes soulevés plus spécifiquement pendant la crise, le PRC n'a arraché aucune concession un tant soit peu importante. En fait, il a même accepté que soient remises en question — à quelques exceptions près — les retraites d'ancienneté qu'il avait défendues mordicus jusqu'à la veille, en en faisant une question de principe, et n'a obtenu aucun engagement sérieux d'une intervention systématique du secteur public pour contrecarrer le chômage dramatique dans le Mezzogiorno (entre 25 et 30 %) dont pourtant il avait fait l'une des conditions essentielles d'un accord.

Reste, à part une rectification dérisoire - un placement de 500 milliards ! - à la loi de finances, ce que Bertinotti présente comme une victoire sur la réduction du temps de travail. Le gouvernement s'engage à proposer en janvier de l'année prochaine une loi-cadre pour l'adoption des 35 heures. A partir de janvier 2001 des négociations particulières devront avoir lieu entre les parties sociales concernées. Qui plus est, on ne souffle pas un mot sur le maintien du salaire acquis que pourtant le PRC a toujours revendiqué, à juste titre, comme essentiel. Par ailleurs, il n'y a aucune garantie que la coalition actuelle sera en place dans quatre ans (si la réforme constitutionnelle s'accomplit, il y aura eu entre-temps des élections) et de toute façon, en 2001, le cadre contraignant de Maastricht pèsera très lourd sur toute décision macro-économique. Prodi aura donc signé un chèque sans provision !

Nous avons avancé une hypothèse d'explication de la marche en arrière des dirigeants du PRC. Ajoutons en guise de conclusion qu'un affrontement prolongé avec la coalition du centre-gauche aurait été impossible ou se serait soldé par un échec sans une stratégie alternative et un projet alternatif à moyen terme.

C'est justement ce qui fait défaut, sept ans après sa naissance, au Parti de la refondation communiste. ■

gouvernement, pendant la crise et immédiatement après (3). Des tensions se sont produites aussi au sein du Secrétariat, bien qu'il soit difficile d'en être informé du fait qu'aucun compte rendu des réunions de cet organisme n'est publié. Quoi qu'il en soit, un certain nombre de dirigeants et de parlementaires n'étaient pas favorables aux prises de position qui ont débouché sur l'opposition parlementaire à la loi de finances. Ersilia Salvato, ancienne militante du PCI et vice-présidente du Sénat, l'a indiqué tout à fait explicitement, y compris par son vote à la Direction : elle estime que le Secrétariat dont elle critique les abus de pouvoir, n'avait pas fait tout ce qu'il fallait pour éviter la rupture. C'est une opinion que d'autres ont partagée, même s'ils ne l'ont pas exprimé dans des réunions.

Comme il fallait s'y attendre, la minorité de gauche issue du dernier congrès a joué un rôle non négligeable tout au long de la crise. A la direction nationale, elle n'a pas toujours adopté les mêmes attitudes à la suite de divergences éminemment tactiques. Par exemple, au moment où Bertinotti a proposé une résolution dont l'essentiel consistait à voter contre la loi de finances, quatre membres de la minorité (Bacciardi, Maitan, Quaresima et Turgliatto) ont voté pour alors que deux autres (Ferrando et Grisolia) ont opposé un autre texte, à leur avis plus exhaustif (le septième membre était absent). Mais une telle différenciation n'a pas empêché la minorité d'organiser ensemble le 12 octobre à Rome un meeting public auquel ont participé 500 personnes et où Marco Ferrando a été chargé de l'introduction et l'auteur de cet article des conclusions. Lors de la réunion du 14 octobre, qui a scellé l'accord entre Bertinotti et Prodi, une divergence plus importante s'était produite : cinq membres de la minorité ont voté contre l'accord, deux (Bacciardi et Mazzei) ont annoncé qu'ils quittaient le parti.

Nous avons déjà expliqué lors du dernier congrès national pourquoi nous estimions que le PRC n'aurait pas dû intégrer la majorité parlementaire et soutenir Prodi. Tout ce qui s'est passé depuis, les décisions du gouvernement — aussi bien

3) La direction du PRC a 47 membres dont 7 pour la minorité.

4) Curieusement, Bertinotti se déclare contre Maastricht mais pour l'Euro (voir *Inprecor* n°409, janvier 1997).

## Maroc : Toute la vérité sur l'assassinat de Mounacir

Quatre mois après la disparition du syndicaliste et militant marocain d'extrême gauche, Mounacir Abdellah, la lumière n'est toujours pas faite sur les circonstances de son assassinat.

Enlevé le 27 mai 1997 à Ait Melloul (à 15 km d'Agadir), son corps ligoté et ensanglanté a été retrouvé dans le bassin du port de pêche d'Agadir et reconnu par sa famille le 1<sup>er</sup> juin 1997.

L'autopsie a révélé que la mort a été provoquée par une contusion de la paroi cardiaque postérieure en regard du ventricule droit. Le rapport d'autopsie ajoute que « la cause exacte du traumatisme ne peut être précisée avec certitude ».

Lors d'une marche de protestation le 8 juin 1997, les ouvriers et les jeunes d'Agadir ont ouvertement accusé les services de renseignements et la police politique de l'assassinat d'Abdellah Mounacir. Pourtant, l'enquête policière s'est acharnée contre ses proches. Des membres de sa famille, ses camarades militants syndicalistes et des militants des droits de l'homme ont été harcelés et arrêtés. Début août, la police a procédé à l'arrestation de 4 syndicalistes et d'un militant du Parti de l'avant-garde démocratique socialiste (PADS) les accusant tous de participation à son assassinat. Le principal accusé, Jait Mohamed, n'est autre que le secrétaire général du syndicat de vendeurs de poissons semi-grossistes. Il a adressé de la prison une lettre à l'opinion publique où il explique qu'il a été lui-même enlevé le 31 juillet. Les yeux bandés, il a été conduit à un lieu de détention où il a été torturé pour l'obliger à signer un procès-verbal reconnaissant sa responsabilité dans l'assassinat de Mounacir. Lors de son passage devant le juge d'instruction, Jait a montré les traces de la torture et a nié fermement toutes les allégations de la police.

Les obsèques de Mounacir ont eu lieu le 19 octobre 1997. A cette occasion une manifestation a été organisée à Agadir pour dénoncer l'impunité et les crimes exécutés contre les militants au Maroc.

Pour tout renseignement, pour exprimer votre solidarité, contacter la famille Mounacir : N°1, rue 491, Lotissement des marins, Cité les amicales Agadir, Maroc. Tél./Fax : (212 08) 22 88 28.

# La marche zapatiste et la fondation du FZLN

Par  
Edgard Sánchez

Du 12 au 16 septembre, Mexico a accueilli la marche des 1 111 délégués des communautés de base de l'armée zapatiste et le congrès de fondation du Front zapatiste de libération nationale. Il est sans doute superflu de rappeler le coup de tonnerre qu'a signifié l'irruption du mouvement zapatiste en janvier 1994 avec le soulèvement en armes des communautés indigènes du Chiapas, superflu aussi de souligner le bouleversement profond de la situation politique au Mexique qui en a résulté : la cinglante défaite électorale essuyée par le parti-Etat au pouvoir lors des élections du 6 juillet dernier en est, dans une certaine mesure, la plus récente expression. L'intelligence politique des dirigeants zapatistes, qui leur a permis de garder l'initiative dans une situation souvent contraire, leur souplesse tactique et leur intransigeance sur les questions essentielles faisant la raison profonde de leur combat, expliquent l'immense prestige qu'ils ont acquis de haute lutte. Nous avons répondu sans hésitation à l'invitation qu'ils nous ont adressée à l'occasion de l'arrivée à Mexico de la marche des 1 111 représentants des communautés zapatistes et de la tenue du congrès de fondation du FZLN. Reçus très chaleureusement, nous avons pu participer à l'accueil de la marche à Mexico — près de 100 000 personnes sur la place du Zocalo —, suivre l'installation de la deuxième session du Congrès national indigène sur le site cérémoniel de Cuicuilco et les travaux du congrès du FZLN. Lors de la séance de clôture, Alain Krivine a été invité à prendre la parole devant les 1 111 représentants des communautés indigènes et l'ensemble des délégués des comités de base du mouvement zapatiste civil. Son intervention, au nom de la LCR et de la IV<sup>e</sup> Internationale, a été longuement applaudie. Soulignant l'espoir d'un renouveau du mouvement révolutionnaire qu'a fait naître le soulèvement zapatiste dans ce monde unipolaire où le néolibéralisme prétend régner sans partage, Alain Krivine a réaffirmé notre solidarité totale et notre volonté commune de construire à l'échelle mondiale un nouvel internationalisme révolutionnaire.

Nous publions ici un article — polémique — de notre camarade Edgard Sánchez, dirigeant du PRT, l'organisation de la IV<sup>e</sup> Internationale au Mexique. Nous reproduisons régulièrement dans nos pages les analyses et les déclarations de l'EZLN. On peut ainsi se reporter à notre numéro de septembre (*Inprecor* n°416) pour mieux apprécier les positions des zapatistes : le long texte que nous avons publié présente leur analyse de la situation après les élections et l'annonce de la marche des 1 111 représentants de l'EZLN sur Mexico. Il rappelle aussi le choix qu'ils avaient fait à la veille du scrutin d'appeler, d'une part, à boycotter les élections dans les régions où, comme au Chiapas, face à l'occupation militaire et aux exactions des bandes armées, les communautés indigènes sont privées des droits les plus élémentaires ; et à voter, d'autre part, là où ce vote peut hâter la crise du parti-Etat et contribuer à élargir les espaces démocratiques. Nous avons également publié dans notre dernier numéro (*Inprecor* n°417, octobre 1997) la déclaration de Marcos lue à l'ouverture du congrès du FZLN où il explique les raisons profondes de leur refus de déposer les armes et de dissoudre l'EZLN dans le Front zapatiste.

Pierre Sylvain

Ils sont partis le 8 septembre du Chiapas. Ils étaient 1 111, représentant autant de communautés zapatistes. Ils sont arrivés, après avoir reçu le soutien du peuple là où ils passaient, à San Cristóbal, Juchitán, Oaxaca, Tepoztlán et d'autres localités intermédiaires, pour arriver à la ville de Mexico le 12 septembre, où ils sont restés jusqu'au 17. Dans le cadre d'un accord préalable avec le Congrès national indigène (CNI) la marche avait été organisée en commun et des représentants de différents peuples indigènes, en particulier d'Oaxaca et Guerrero, ont rejoint le cortège, jusqu'à compter par moments plusieurs milliers de manifestants.

### Rompre l'encerclement

La marche zapatiste sur la ville de Mexico au mois de septembre se produit après un isolement complet et prolongé de l'EZLN (Armée zapatiste de libération nationale) dans les mois précédents. Durant pratiquement tout le premier semestre de l'année, pendant la campagne électorale, l'EZLN a gardé le silence, les provocations du gouvernement, l'encerclement militaire et les groupes paramilitaires se sont maintenus autour des positions zapatistes et aucune initiative politique n'a été prise par l'EZLN.

Cette situation résultait de la rupture du dialogue de San Andrés par le gouvernement, fin 1996, à la veille du début de la campagne pour les élections fédérales du 6 juillet. Le gouvernement Zedillo craignait certainement que l'approbation légale des accords de San Andrés ne soit capitalisée par l'EZLN, au détriment électoral du PRI (Parti révolutionnaire institutionnel). En tout état de cause, le PRI devait subir plusieurs défaites électorales, notamment dans la capitale du pays, mais l'impact aurait certainement été plus fort si les Accords avaient été approuvés avant les élections. En tout cas cela aurait permis à l'EZLN d'adopter une position active face au processus électoral (comme elle l'avait fait, par exemple, pour l'élection présiden-

tielle de 1994). Vu les circonstances, cela n'a pas été possible en 1997. La provocation de Zedillo qui a présenté des amendements à la proposition de réforme légale, ce qui revenait en pratique à dénoncer les Accords de San Andrés signés par l'EZLN et le gouvernement lui-même, a obligé l'EZLN à suspendre le dialogue. La non-reconnaissance des Accords par Zedillo a évidemment mis en cause la viabilité et le sérieux de la poursuite du dialogue. Cette provocation a également gêné l'EZLN dans la définition d'une position active face à un processus électoral inscrit dans les institutions chaperonnant le gouvernement de Zedillo, ce même gouvernement qui rompt les accords.

La possibilité que les zapatistes prennent une initiative sur la question électorale au niveau des instances intermédiaires était écartée par eux-mêmes quand ils ont, dans la Quatrième déclaration de janvier 1996, défini le caractère du FZLN, leur principale initiative organisationnelle à ce moment. Le FZLN est en effet défini dès le départ comme une « organisation qui ne lutte pas pour le pouvoir » et qui, dans la logique zapatiste, ne participe pas aux élections. Au vu de ces limites qu'elle s'était elle-même imposées, l'EZLN ne pouvait prendre aucune initiative face au processus électoral autre que de s'opposer à lui ou d'appeler à l'abstention comme elle l'a fait dans les rares communiqués ou déclarations préalables au 6 juillet.

Dans ce contexte, la marche sur la ville de Mexico a constitué une initiative intelligente et audacieuse pour rompre l'isolement. Cela a permis à l'EZLN de retrouver sa visibilité politique et de refocaliser l'attention sur la question indigène en soulignant la responsabilité du gouvernement fédéral dans la suspension du dialogue et la non-approbation des Accords de San Andrés.

L'accord entre l'EZLN et le CNI pour organiser la marche conjointe sur la ville de Mexico a tourné autour de trois points : l'application des Accords de San Andrés, la démilitarisation des zones indigènes et

la libération des prisonniers politiques accusés d'être zapatistes. Par ailleurs, l'EZLN a annoncé que sa délégation participerait en qualité de témoin au congrès de fondation du FZLN.

C'est le gouvernement et ses porte-parole dans les médias qui, à la veille de l'arrivée des zapatistes à la ville de Mexico, ont commencé à donner une importance particulière à la constitution du FZLN. Ils ont tenu à le présenter comme la décision des zapatistes d'abandonner les armes, d'« entendre le message » du 6 juillet et de constituer une organisation légale. Ils ont tenu ainsi à saluer la constitution du FZLN, tout en faisant la sourde oreille quant à l'exigence d'appliquer les Accords de San Andrés (1). C'est pourquoi dans ces mêmes médias on s'est déclaré surpris par le message du sous-commandant Marcos au congrès du FZLN, annonçant que l'EZLN ne se dissoudrait pas dans le FZLN et ne déposerait pas les armes.

S'il est vrai que la tentative de manipulation des objectifs de la marche zapatiste par le gouvernement explique la contradiction supposée dans la décision de l'EZLN de ne pas intégrer le FZLN, il est vrai également qu'il y a eu un changement dans l'appréciation de cette initiative par l'EZLN elle-même. On peut l'expliquer, en partie, comme le fait le sous-commandant Marcos qui considère qu'ils ont surestimé les possibilités de conquérir la paix dans des délais plus courts. Cela expliquerait le changement par rapport à la position exprimée dans le message de Marcos à la réunion des comités civils de dialogue de février 1996 à Poza Rica, où il affirmait que l'avenir de l'EZLN ne se déciderait pas dans le dialogue avec le gouvernement à San Andrés mais dans l'avenir du FZLN : « Si ça marche, s'il a de bons résultats, c'est l'avenir du FZLN. » Il déclare aujourd'hui que le FZLN doit poursuivre ses efforts pour se construire et qu'il doit se développer, même sans l'EZLN, « même sans ceux qui ont appelé à sa construction ».

## Le congrès du FZLN

Le débat qui s'est déroulé au congrès de fondation du FZLN reflète également le bilan du développement de cette initiative zapatiste, au-delà du fait que les délais pour l'intégration de l'EZLN se sont allongés. Cela touche aux conditions mêmes de sa convocation.

Plusieurs thèmes ont fait l'objet de vifs débats. Notamment celui relatif à la double appartenance, à l'existence de

courants, aux formes d'adhésion au FZLN (adhésion à un comité, adhésion individuelle ou en groupe organisé) et peut-être dans une moindre mesure, ceux qui touchaient aux concepts de lutte pour le pouvoir et de société civile. Certains de ces débats concernaient de fait les choix définis lors de la consultation nationale, (ses points 4 et 5) pour savoir si le FZLN devrait se construire exclusivement sur la base de l'EZLN ou conjointement avec d'autres forces intéressées. Ce qui étonne dans ce débat, c'est qu'il avait lieu alors même que le résultat de la consultation et l'appel même à construire le FZLN excluait la possibilité de le faire avec d'autres forces. Pour participer au congrès du FZLN il fallait en effet souscrire à la Quatrième déclaration de l'EZLN. Malgré tout, alors qu'il était acquis qu'il ne pourrait pas y avoir de militants d'autres organisations, le débat s'est rouvert sur la question de la double appartenance. Même si les résultats des votes du congrès n'ont été rendus publics que très tard, on sait que la différence entre ceux qui étaient pour accepter la double appartenance et ceux qui étaient contre n'était pas si grande même si, évidemment, le refus a été majoritaire.

Plus que la pression d'éventuels militants d'autres organisations, le débat reflétait la pression de la réalité politique de ces derniers mois où de nombreux militants du FZLN se sont impliqués dans la campagne électorale, surtout celle du PRD qui représentait une possibilité réelle, comme cela s'est vérifié à Mexico, de battre électoralement le PRI. Vu l'absence d'une orientation commune au FZLN pour participer activement à la campagne électorale, beaucoup l'ont fait individuellement et n'ont certainement pas estimé faire ainsi une erreur. Ce sentiment se manifestait dans l'accueil de nombreux militants de base du FZLN quand Cuauhtémoc Cárdenas est arrivé à l'ouverture du congrès du FZLN, malgré le traitement que lui ont réservé les organisateurs et les dirigeants réels du FZLN qui l'ont laissé des heures durant dans la salle sans lui donner la parole pour qu'il lise son message.

Le débat sur la double appartenance et l'existence ou non de courants dans le FZLN éclaire le processus de rétrécisse-

1) Plusieurs auteurs ont polémiqué et dénoncé la manœuvre, en particulier de la part du gouvernement, pour donner cette interprétation à la marche zapatiste. C'est ce que souligne Luis Javier Garrido dans son article « La Marcha » publié dans *La Jornada* du 12 septembre 1997.

ment de cette initiative zapatiste. Le contraste était saisissant entre la foule réunie par les zapatistes dans la ville de Mexico le 12 septembre, et le nombre réduit de militants qui ont participé au congrès de fondation du FZLN les jours suivants. D'après les déclarations du dirigeant du FZLN, Javier Elorriaga, lors d'une conférence de presse plusieurs jours après le congrès, 2 591 participants s'étaient inscrits, mais seulement 1383 personnes ont participé aux votes (2). Peu de forces politiques pourraient compter sur un soutien moral et politique comparable à ce qu'a représenté la mobilisation et la présence de 1 111 délégués de l'EZLN.

## Double appartenance et lutte pour le pouvoir

C'est d'autant plus surprenant si on considère que, au-delà du débat sur la double appartenance qui est très lié à des positions antiparti, les critères d'adhésion sur d'autres terrains sont très souples et non restreints par des définitions idéologiques ou de classe, quand on prétend par exemple organiser la « société civile », au-delà des différences sociales et idéologiques, pour autant qu'on déclare son accord avec la Première et la Quatrième déclaration de la selva lacandona.

L'initiative prise par les zapatistes pour construire une nouvelle force politique et civile, le Front zapatiste, exprimait la possibilité de relancer un nouveau parti de la gauche révolutionnaire, avec une présence et une influence nationales, après la crise des années 80. Un appel, lancé sous l'autorité morale de l'EZLN qui, tout au long, a joué un rôle d'avant-garde, qui aurait permis l'intégration de militants d'autres forces, aurait provoqué une grande redistribution des forces politiques du pays dans la lutte pour mettre fin au système de parti-Etat, mais aussi pour défendre une politique économique alternative à celle du néolibéralisme et une transformation révolutionnaire. Cette possibilité se trouve aujourd'hui limitée et



réduite. Il en va de même avec la décision, pratiquement élevée au rang de principe et non pas de question à résoudre tactiquement, de ne pas participer aux élections, dans une situation où la lutte populaire contre le système de parti-Etat passe par une tentative de s'approprier démocratiquement cette forme de participation politique qui sont les élections : une telle décision risque d'être marginalisante. Elle est liée à la prise de position polémique de « ne pas lutter pour le pouvoir » : elle est correcte pour se démarquer des arrivistes et face à la conception déformée de la lutte socialiste chez ceux qui identifiaient la lutte pour le pouvoir des masses avec la lutte pour le pouvoir du parti, mais elle a glissé vers la proposition d'une organisation qui surveille l'application des engagements d'un gouvernement, détenant par définition le pouvoir alors qu'il s'agit de le remplacer. Ce sont précisément ces conceptions, qui nourrissent aisément des attitudes sectaires, qui ont rétréci le projet des forces civiles du FZLN.

Il ne s'agit pas d'un débat après coup sur ces conceptions et ces pratiques politiques. Le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) avait déjà défendu cette position lors de la consultation nationale, où nous avons appelé à répondre oui à la question 5, qui proposait de construire une force politique nouvelle à l'appel de l'EZLN mais en commun avec d'autres forces. C'était un engagement qui pour

nous pouvait prendre corps à l'heure de l'appel à construire un front, le Front zapatiste, selon les termes de la Quatrième déclaration. Nos positions sur les thèmes relatifs à la participation électorale et à la lutte pour le pouvoir ont reçu une réponse dans la déclaration de Poza Rica déjà mentionnée, « Sept contre le sub », qui affirmait qu'il s'agissait d'un front, mais pas d'un front d'organisations, d'un front d'individus. Ces conceptions ont depuis gouverné la construction du FZLN.

Ce débat politique a donc bien eu lieu et on ne peut pas reprocher aux « trotskystes » d'avoir eu des positions ambiguës. Nous ne sommes donc pas visés par l'allusion contenue dans un récent article de bilan du FZLN signé par Jaime Avilés, un journaliste qui s'est toujours signalé par son attitude solidaire à l'égard des zapatistes et son aptitude à traduire objectivement les positions de l'EZLN. Jaime Avilés écrit : « Voilà pourquoi le Front zapatiste qui émerge de son congrès de fondation ne s'est pas transformé en quelque chose de moins nébuleux que ce qu'il était jusqu'ici : une petite formation qui réédite, dans sa pratique, la méthodologie d'une fraction du trotskysme qui sur cette voie n'a jamais conduit nulle part (3) »

2) La Jornada, 24 septembre 1997.

3) « EZLN : une étape s'achève », Jaime Avilés, La Jornada, 20-9-1997.

Xochimilco, par où étaient déjà entrés le général Zapata et son armée en 1914, ils ont parcouru le périphérique dans plus de cent cars et véhicules divers, une manifestation qui les a conduits de Chapultepec au Zocalo. Tout le trajet sur le Paseo de la Reforma, puis dans les rues étroites du centre, a été un triomphe. On a rarement vu dans l'histoire récente une manifestation aussi massive, aussi enthousiaste, qui entourait, protégeait et saluait les zapatistes, en les couvrant même de confettis.

L'obsession des organisateurs et de certaines organisations solidaires sur la sécurité, leur tentative caricaturale d'imiter la discipline militaire des zapatistes, ont produit à nouveau des incidents et des accrochages avec la presse (qui, elle, peut protester publiquement) et avec beaucoup de gens qui voulaient s'approcher pour voir les zapatistes. Le mécontentement a été tel (en laissant apparaître « le policier que nous abritons tous » comme le leur a reproché Blanche Petrich) que différents communiqués de l'EZLN, dont un de Marcos lui-même le dernier jour à Mexico, ont dû s'en excuser. Comme nous l'avons alors dit publiquement, ce ne sont pas les contingents de l'EZLN qui ont agressé et maltraité les habitants de la ville de Mexico. Comme en 1914 quand on alarmait la population avec l'arrivée des zapatistes à Mexico, l'EZLN, tout comme les troupes du général Zapata, a été respectueuse avec la population civile et n'a jamais agressé, humilié ou maltraité personne. Ce sont d'autres qui l'ont fait, et c'est en lieu et place de ces gens que l'EZLN, dans un geste impressionnant, a demandé des excuses.

Il en est allé tout autrement, chacun le reconnaît, lors de la rencontre des zapatistes avec la « société civile » à la cité universitaire le 15 septembre. Après les incidents qui s'étaient produits, l'EZLN a appelé à cette rencontre en précisant qu'il n'y aurait pas de fouille, d'accréditations, d'agrafes, de cordons de sécurité. La rencontre a été un grand succès. Comme si c'était une journée du mouvement étudiant de 68 en plein campus de la cité universitaire, dans les « îles », les 1 111 zapatistes se sont mêlés en petits groupes aux milliers de personnes qui sont venues les voir, qui n'étaient pas seulement des étudiants, des

enseignants et des travailleurs de l'université. Ils ont parlé, écouté, dialogué, mangé, marché dans les jardins comme chez eux, et ont même participé à une partie de foot opposant 50 étudiants à 50 zapatistes masqués. Étaient absents les apprentis commandants qui avaient bousculé et maltraité les gens.

La présence des zapatistes à la session du Congrès national indigène a également été importante. Elle contribue aussi à souder la croissance et l'unité du mouvement indigène autour de l'application des Accords de San Andrés. Comme les zapatistes ont voulu réaliser une marche sur la ville de Mexico qui, contrairement aux mobilisations paysannes et populaires traditionnelles, ne venait pas remettre une « charte revendicative » ni réclamer d'être reçue, mais établir cette communication avec la société, le résultat sur ce terrain paraît peu tangible. Cela constitue de toute façon une pression importante sur le gouvernement pour qu'il applique les Accords de San Andrés, et plus encore aujourd'hui avec la nouvelle composition et les nouveaux rapports de forces à la Chambre des députés. La mobilisation zapatiste doit aussi servir à faire pression pour que tous les groupes parlementaires acceptent l'initiative légale de la COCOPA (Commission de concorde et de pacification) qui reprend les Accords de San Andrés.

La venue des zapatistes à Mexico confirme aussi la validité et la légitimité de leur présence au-delà du Chiapas. Depuis l'approbation de la loi de la COCOPA, le débat a porté sur le droit à poursuivre le dialogue en dehors du Chiapas, concrètement dans la ville de Mexico, et la possibilité que les zapatistes, dont les mandats d'amener sont suspendus tant que dure le dialogue, circulent librement hors du Chiapas. Il y a un an la venue de la commandante Ramona à Mexico a permis de rompre cet encerclement. Aujourd'hui, l'effet fut beaucoup plus percutant avec la venue de 1 111 représentants de l'EZLN, désarmés mais masqués, qui se sont déplacés librement dans le pays. Cela reflète évidemment aussi le changement du rapport de forces. Un changement qui est aussi le résultat de la victoire électorale de Cuauhtémoc Cárdenas dans la ville de Mexico, qui a à son tour facilité la mobilisation zapatiste. De même, la venue des zapatistes jusqu'à la capitale du pays a créé de meilleures conditions pour la lutte. ■

Pour ajouter argument et clarté, il y a aussi la déclaration du camarade Alain Krivine, dirigeant de la Ligue communiste révolutionnaire de France au congrès du FZLN, dans son salut au nom de la LCR et de la IVe Internationale, où il affirme que nous sommes favorable à une convergence des révolutionnaires, mais une convergence qui respecte l'identité de chacun.

Comme de toute façon la présence des zapatistes dans la ville de Mexico allait au-delà du congrès du FZLN, le bilan global est certainement favorable. En particulier si on considère la sensibilisation politique obtenue au niveau social avec la mobilisation indigène et zapatiste autour des Accords de San Andrés. La solidarité



avec les zapatistes a été surprenante. Tout particulièrement le vendredi 12 quand ils sont arrivés dans la ville de Mexico, les masses sont venues les accueillir dans une véritable apothéose. Entrés par

# Dossier

## Révolution d'Octobre

1917-1997

**Un retour critique sur la Révolution russe, à l'occasion et sous prétexte du 80<sup>e</sup> anniversaire d'Octobre, soulève quantité de questions, d'ordre tant historique que programmatique. L'enjeu est de taille. Il en va ni plus ni moins que de l'intelligibilité du siècle qui s'achève, de notre capacité à sauver le passé de l'oubli pour préserver un avenir ouvert à l'agir révolutionnaire.**

### Centre d'études Ernest Mandel : le symposium de Paris sur la Révolution russe

Il y a deux ans, après la perte de notre camarade et ami Ernest Mandel, nous avons décidé de poursuivre la tâche d'actualisation et d'enrichissement du marxisme, qui a été l'une des grandes préoccupations de sa vie. C'est avec cet objectif à l'esprit qu'a été fondé le Centre d'études Ernest Mandel. En juillet 1996 le centre organisait un séminaire consacré à l'évaluation et à la discussion d'aspects importants de la contribution de Mandel à la théorie marxiste.

Au vu du succès de cette première initiative, nous avons décidé d'organiser une manifestation annuelle, consacrée à un sujet-clé de la théorie marxiste dans le monde contemporain, en privilégiant — sans exclusive — les sujets sur lesquels Ernest Mandel avait travaillé.

En 1997 le Centre avait prévu d'organiser un séminaire sur le bilan de la révolution d'Octobre 1917, un sujet auquel Mandel avait consacré de nombreux textes, le dernier et le plus complet étant *Coup d'Etat ou révolution sociale* (IIRE, 1992). Il apparut cependant qu'un séminaire sur le même sujet était organisé à Paris par Espaces Marx, une fondation de recherche pluraliste liée au Parti communiste français et co-administrée par certains membres parisiens du Centre Ernest Mandel comme Michael Lowy et Catherine Samary. Il fut alors décidé de fusionner les deux projets. Le Centre Ernest Mandel s'est joint à Espaces Marx, aux centres de recherche de l'Université Paris VIII et de l'Université de Dijon, ainsi qu'à différentes revues parmi lesquelles *La Pensée* et *Critique Communiste*, pour organiser un symposium qui se tiendra à l'Université Paris VIII du 14 au 16 Novembre 1997. Cet événement sera probablement l'une des rencontres les plus importantes qui se soit tenue ces dernières années entre intellectuels et théoriciens marxistes. Plus de quarante contributions sont attendues (venant de France, Russie, Belgique, Royaume-Uni, Canada, Chine, Cuba, Etats-Unis, Italie, Mexique, Egypte, Allemagne, Hongrie, Pologne, Espagne...), et discuteront divers thèmes liés à l'étude de la révolution d'Octobre et à son héritage historique. Parmi les participants figurent Samir Amin, Daniel Bensaïd, Robin Blackburn, Samuel Farber, Marc Ferro, Janette Habel, Boris Kagarlitsky, Paul Leblanc, V.P. Volobuyev et Claudie Weil.

Les travaux seront traduits simultanément en français, anglais et russe. Le droit d'admission est peu élevé (100 F pour les individus, 200 F si une institution paye votre inscription, 50 F pour les étudiants et chômeurs), et l'hébergement est bon marché, dans des chambres de 2 ou 3 personnes, à proximité, pour 50 F la nuit.

Pour plus d'informations écrire à Espaces Marx, 64 Bd Blanqui, 75013 Paris, en joignant un chèque pour l'inscription plus l'hébergement si souhaité (dans ce cas, précisez pour quelles nuits vous réservez). Les chèques seront conservés comme garantie, et vous seront restitués contre paiement en espèces française à votre arrivée. Les repas seront payés sur place. Tél. : 01 42 17 45 10 - Fax : 01 45 35 92 04.

# Révolution, contre-révolution, et classe ouvrière en Russie

Dans les deux cas, le facteur immédiatement déterminant a été le rapport de forces entre la classe ouvrière et la bourgeoisie. De ce point de vue, la comparaison de ces deux événements présente un paradoxe saisissant. Dans un cas, une très petite classe ouvrière, dans un pays arriéré à majorité paysanne, fut capable d'assumer la direction de la société et d'imprimer sa marque au cours ultérieur du développement social. Dans l'autre, une immense classe ouvrière dans un pays urbanisé et industrialisé a été incapable d'influencer le cours du changement social, et a dû regarder, impuissante, des forces sociales hostiles remodeler le système en leur faveur.

## Le contexte international

La crise du régime bureaucratique à la fin des années 80 est survenue dans une période de recul majeur et de faiblesse du mouvement socialiste et syndical à travers le monde. Non seulement, il n'y a pas eu d'exemple de succès de modèle socialiste (les pays du « bloc socialiste » étant eux-mêmes des dictatures bureaucratiques en stagnation ou en cours de transition vers le capitalisme), ni de luttes socialistes offensives pour stimuler les travailleurs soviétiques, mais il n'y a même pas eu de victoire qui aurait pu les inspirer, dans des batailles défensives, durant l'offensive bourgeoise contre « l'État providence ».

Dans ces circonstances, l'argument des forces pro-capitalistes, selon lequel « le monde entier a épousé le marché », et que seul le capitalisme est « normal », a pesé lourd chez les travailleurs. Par ailleurs, ces forces ont été soutenues idéologiquement, politiquement et financièrement par la bourgeoisie internationale. En revanche le mouvement ouvrier international a été pratiquement absent de cette équation, voire a pesé négativement. Le peu de soutien qu'il a offert visait à aider les syndicats soviétiques à s'adapter au capitalisme et non à se battre pour une alternative. Pire encore, la forte AFL-CIO qui béné-

ficiait d'une présence importante en Russie avait concentré son « aide » dans un effort pour scissionner le mouvement ouvrier et y renforcer un courant activement pro-capitaliste.

La situation internationale a joué également un rôle central dans la révolution d'Octobre. Celle-ci se déroula dans une période historique caractérisée par la montée des luttes ouvrières, la formation de syndicats de masse et de partis ouvriers dans les pays industrialisés. Tout en représentant un recul, le déchaînement de la guerre et la trahison de la majorité des directions socialistes ne constitua pas une défaite décisive. La guerre elle-même se transforma en un facteur puissant de radicalisation, contribuant à une poussée ouvrière inédite qui balaya l'Europe et ne s'épuisa complètement qu'à la défaite de la révolution allemande d'Octobre 1923.

## La conscience ouvrière

L'un des traits les plus frappants du mouvement ouvrier russe dans les années qui précédèrent la Révolution (et notamment dans les troubles de 1912-1914) était son attachement à une politique d'« indépendance de classe » vis-à-vis de la bourgeoisie, à la fois sur le plan politique national et au niveau des entreprises.

Les Mencheviki appelaient à une alliance avec les courants libéraux de la bourgeoisie, et en conséquence, prônaient la modération des revendications ouvrières, qui risquaient de rejeter les bourgeois dans les bras du tsarisme. Les Bolcheviki, quant à eux, refusaient l'alliance politique avec les libéraux, considérés comme fondamentalement hostiles à la révolution démocratique. Ils incitaient et dirigeaient les luttes ouvrières contre les employeurs et l'État.

L'un des facteurs objectifs qui devait favoriser la conscience ouvrière autonome était précisément la question des « vestiges féodaux ». La société russe était encore très marquée par la domination des propriétaires fonciers. Par exemple, les

Malgré les trois quarts de siècle qui séparent la révolution d'Octobre de la chute du système soviétique et de la restauration actuelle du régime capitaliste, ces deux révolutions (1) font partie de la même époque socio-historique : la prise du pouvoir par les Soviets en 1917 a inauguré une révolution sociale ; la chute du régime bureaucratique et la restauration qui en est suivie représente le chapitre final de la contre-révolution qui avait commencé sous Staline dans les années 20 (2). Cette phase de 75 ans fut une période de coexistence et de lutte entre la révolution et la contre-révolution, une période dont la complexité ne se prête à aucune formulation simple.

Par  
David Mandel



élections à la Douma étaient basées sur les « curies » (les curies regroupaient différentes catégories de la population : propriétaires fonciers, paysans, ouvrier, NDLR) définies par divers critères de biens et de propriété, et qui favorisaient de façon écrasante les catégories possédantes. Ceci favorisait la conscience chez les ouvriers

\* Il s'agit de larges extraits d'un article de David Mandel en anglais : « *Revolution, Counterrevolution and Working Class in Russia: Reflections for Eightieth Anniversary of the October Revolution* ».

1) Je réalise que j'emploie le terme « révolution » avec une certaine liberté pour se référer à la chute du système soviétique. Néanmoins, la dictature bureaucratique a été remplacée, du reste brièvement, par une soi-disant démocratie qui coïncidait également avec le début de la restauration capitaliste.

2) L. Trotsky, *The Revolution Betrayed*, Pathfinder Press, N.Y., 1965, vol. II, p. 153.

qu'ils constituaient une classe radicalement séparée des classes possédantes (société censitaire).

Un autre facteur était la faiblesse politique et idéologique de la bourgeoisie russe, qui provenait d'ailleurs de sa faiblesse économique et de sa dépendance vis-à-vis de l'État. Cette classe dans son ensemble se sentait incapable de faire des concessions à la classe ouvrière, particulièrement après l'expérience de la Révolution de 1905 : elle avait été alors convaincue que le mouvement ouvrier représentait une menace mortelle. La bourgeoisie russe était donc une classe réactionnaire et pro-tsariste ; ses éléments libéraux (dont certains financèrent même de façon éphémère le Parti bolchevik) n'étaient qu'une petite minorité sans influence.

La Russie pré-révolutionnaire était donc une société socialement et politiquement polarisée. Même l'intelligentsia, qui a souvent joué un rôle de pont entre les classes (en servant finalement la classe dominante), était absente du mouvement ouvrier après la révolution de 1905.



Les délégués du Congrès panrusse des paysans, en mai 1917.

La société soviétique présentait un paysage beaucoup plus complexe et contradictoire. D'un côté le monopole de la bureaucratie au pouvoir, le caractère globalement répressif des relations sociales, favorisait chez les travailleurs un sentiment d'opposition entre « nous » et « eux », les chefs (natchalstvo). Mais ceci coexistait avec de fortes tendances au corporatisme, plus particulièrement à partir de l'époque de Brejnev. Quand la perestroïka commença à tourner mal, certains travailleurs se référèrent à la période Brejnev comme à « l'âge d'or ».

La bureaucratie elle-même était organisée selon un système de hiérarchie des pouvoirs et des privilèges, chaque bureaucrate étant sous la coupe de son ou ses

chefs. Ceci tendait à effacer l'opposition entre « eux » et « nous », puisque les travailleurs pouvaient se considérer comme l'échelon inférieur d'une gradation continue. Bien que la bureaucratie ait souvent été présentée comme une « caste », elle était loin d'être un groupe fermé. La plupart des dirigeants de la fin de l'Union soviétique, y compris Gorbatchev et Eltsine, n'étaient pas des enfants de fonctionnaires. Les ouvriers les plus consciencieux étaient souvent encouragés à étudier et à devenir ingénieurs, puis pour beaucoup à commencer une carrière dans l'administration. Beaucoup de directeurs avaient commencé leur carrière professionnelle dans la même usine. A l'inverse les enfants de bureaucrates devenaient rarement des bureaucrates. Ils devenaient plutôt des professionnels hautement qualifiés dans des secteurs privilégiés.

Plus important encore était le système de clientélisme et de corruption qui a fleuri sous Brejnev. Cette période se caractérisait par le relâchement du contrôle du centre sur la bureaucratie, et par la décentralisation de facto de l'administration économique et politique. Le caractère double du rôle du directeur d'entreprise, du ministre ou du premier secrétaire du parti au niveau local, se renforçait encore. Ils représentaient l'État dans l'unité de production, dans le secteur ou dans le territoire qu'ils administraient ; mais en même temps ils fonctionnaient comme des représentants de lobbies, des défenseurs des employés des entreprises ou du secteur, ou des habitants du territoire. Sous Brejnev, avec la « féodalisation » de l'économie, c'est ce dernier aspect qui l'emportait. L'importance du

salaires sociaux, largement administré par l'entreprise (y compris le logement, les congés-maladie, les loisirs subventionnés, la santé, les gardes d'enfants...), tout comme la pratique de plus en plus courante de la distribution de biens de consommation rares par les entreprises, renforçaient aussi les attitudes corporatistes des travailleurs, auxquels la direction demandait souvent de considérer la « situation particulière de l'entreprise », c'est-à-dire de faire des concessions (par exemple sur les heures supplémentaires ou les vacances) pour atteindre l'objectif de production. Derrière ces appels les menaces étaient présentes : refuser était risqué. Mais la réponse généralement positive des travailleurs reposait aussi sur leur perception

de communauté d'intérêt avec l'entreprise et le management.

Bien sûr, pour que ce système fonctionne, les managers devaient donner quelque chose en échange. Outre le salaire social géré par l'entreprise, ils offraient des facilités en matière d'horaires et de discipline, ainsi que la garantie que les primes (une large fraction du salaire total) seraient versées quels que soient les résultats réels obtenus par l'entreprise.

### Le contenu social de la révolution

Les différences dans le caractère même des deux révolutions démocratiques sont frappantes. La révolution de Février était entièrement spontanée. Les masses n'ont jamais perdu l'initiative, et même lorsqu'elles ont transmis le pouvoir aux libéraux, elles ont maintenu leur contrôle sur eux à travers leurs soviets, qui commandaient seuls les forces armées.

Le nouveau mouvement syndical soviétique a lui aussi joué un rôle important dans la chute du régime bureaucratique, mais ce n'était pas réellement un rôle indépendant, et il n'a jamais concerné qu'une minorité de la classe ouvrière. Il est difficile d'évaluer l'impact réel du mouvement « d'en bas » sur la chute du régime, mais il semble clair qu'elle devait beaucoup à une révolution « d'en haut » mue par les forces de la restauration capitaliste (au sein et à l'extérieur de la bureaucratie), qui ont pu manipuler et coopter les forces populaires.

Aux moments cruciaux d'août 1991 (le coup d'État conservateur avorté) et de décembre 1991 (le démantèlement de l'Union Soviétique), les travailleurs restèrent des observateurs passifs. Si la chute du régime bureaucratique s'était faite sous la forme d'une révolution populaire, la restauration aurait été beaucoup plus problématique. C'est pourquoi les stratèges de la restauration ont forgé une alliance avec des secteurs de la bureaucratie afin d'éviter toute mobilisation populaire pour renverser le système.

Des « comités de travailleurs » ont été créés durant la Perestroïka dans nombre d'usines, et une partie des mineurs de charbon ainsi que quelques autres groupes ont construit des syndicats qui, au moins au début, n'admettaient que des ouvriers. Mais en un sens, c'étaient des organisations corporatistes plus que des organisations de classe, car elles n'admettaient pas de cols blancs. De toute façon leurs efforts restèrent isolés et les syndicats corpora-

tistes (qui incluent formellement les dirigeants de l'entreprise) constituent encore la norme en Russie aujourd'hui.

Sous la Perestroïka, des organisations ont surgi dans les usines et un mouvement national est même apparu qui s'intéressait à la question du pouvoir économique et de la propriété. Ces conseils de collectifs de travailleurs, les CTK, ont été créés au départ sur instructions de Gorbatchev et avaient des pouvoirs limités et ambigus en matière de gestion. C'était des organisations corporatistes soviétiques typiques, puisque le « collectif de travailleurs » comprenait tous les salariés, y compris le directeur général. De façon peu surprenante, ce dernier contrôlait en général le conseil, et les travailleurs s'y investissaient fort peu.

Le mouvement des CTK s'est développé (3) en 1990, après le virage restaurateur de Gorbatchev et sa décision de supprimer toutes les tentatives d'autogestion qu'il avait encouragées. Mais jamais il ne s'est agi d'un mouvement de masse. La plupart des travailleurs restèrent indifférents et leurs dirigeants ne firent rien de sérieux pour les mobiliser. Les cadres et les ingénieurs étaient fortement surreprésentés à ces congrès. Ce mouvement était lui-même basé sur une idéologie corporatiste. Même ses éléments les plus radicaux acceptaient l'idée que les gains des salariés devaient dépendre des performances de leur entreprise. Et ils demandaient une autonomie de gestion complète pour elles. Il était très frappant de constater que le mouvement n'offrait aucune conception d'ensemble de l'économie nationale, au delà des entreprises autogérées à propriété collective liées les unes aux autres par les seuls liens du marché. En pratique, c'était du capitalisme, mais qui aurait commencé avec des entreprises appartenant aux travailleurs.

Ceci ne signifie pas que les activistes voulaient consciemment le capitalisme. Beaucoup pensaient que leur mouvement était une alternative à la fois au capitalisme et à l'ancien système. D'autres acceptaient l'idée des idéologues pro-capitalistes selon laquelle la distinction entre socialisme et capitalisme avait vécu : il y aurait seulement plus ou moins de marché, plus ou moins de régulation publique.

Ce mouvement s'est révélé une proie facile pour les tendances restauratrices. En Russie, ses dirigeants ont soutenu Eltsine qui avait promis de faire des CTK la base de son gouvernement et avait promu quelques lois facilitant l'accès des salariés à la propriété de leur entreprise. Mais quand il publia finalement son programme de privatisation, il excluait l'appropriation collective des actions des entre-

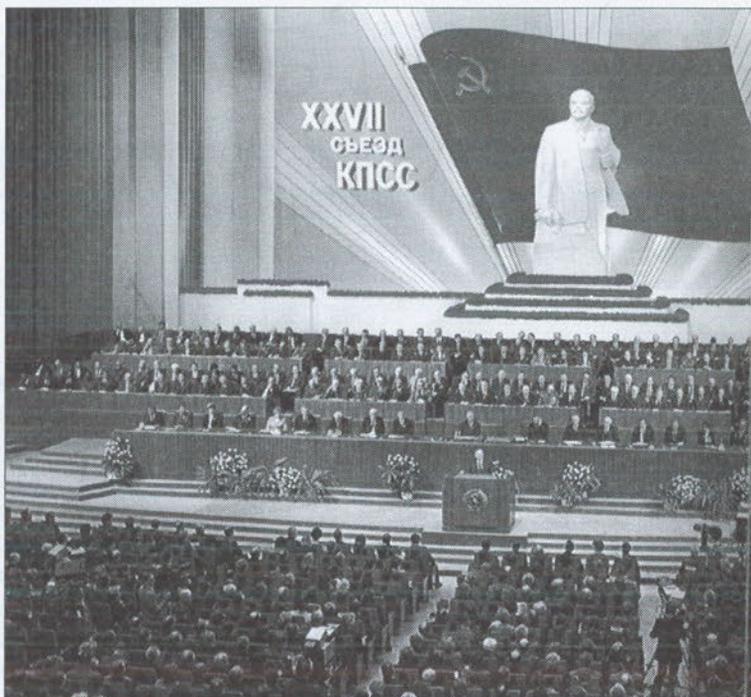
prises nouvellement privatisées. Les activistes du mouvement se consolèrent en constatant qu'au moins le programme faciliterait l'achat par le « collectif » de la majorité des actions, sinon de leur totalité comme ils l'avaient espéré. Mais comme les actions ne pouvaient être détenues collectivement et que les salariés furent incapables de s'organiser collectivement pour les mettre en commun, le programme parvint facilement à ses fins, c'est-à-dire à exclure complètement les travailleurs de l'administration des entreprises.

### Conclusion : l'expérience de la lutte collective

Bien sûr la conscience de classe des travailleurs russes avant la révolution ne surgissait pas directement des relations sociales de la Russie tsariste, même si celle-ci offrait un terrain favorable. Il vaut la peine de noter, par exemple, que les soviets ont surgi spontanément à Ivanovo et St Petersburg dès 1905. Leur conscience s'est développée au cours d'une brève mais extrêmement intense période de lutte de classe. Malgré la répression, ce mouvement ouvrier a coexisté avec le régime tsariste pendant un quart de siècle. Sans cette expérience de luttes, surtout celles de 1905 et 1912-1914, 1917 n'aurait pas été ce qu'il fut.

Il faut ajouter à cela le rôle du Parti bolchevique, qui fut décisif dans l'issue de 1917. Mais le parti ne peut être considéré comme un facteur exogène : si un tel parti existait, c'est à cause de conditions sociales favorables. Sa relation avec les masses travailleuses et le mouvement ouvrier était dialectique. Il organisait en particulier les travailleurs les plus conscients, les plus combattifs, eux-mêmes organiquement liés aux masses. Ceci était en partie le résultat de toute une période de lutte de classe et d'accumulation d'expériences (4).

Au contraire du tsarisme, le régime bureaucratique, précisément à cause de sa fragilité, ne pouvait pas tolérer, même



XXVII<sup>e</sup> congrès du PCUS en 1986.

pour une courte période, un mouvement ou une organisation ouvrière indépendante. Les travailleurs soviétiques ont été incapables de conquérir le moindre espace autonome dans le système jusqu'à ce que la libéralisation de Gorbatchev le leur donne. Non parce que celui-ci le souhaitait, mais parce qu'il était incapable de le réprimer.

Mais les travailleurs soviétiques ont manqué de temps. Ils sont entrés dans une période de crise politique ouverte du régime sans disposer d'aucune expérience de lutte collective ou d'organisation indépendante au delà du niveau de l'atelier, et beaucoup n'avaient même pas ça. Des explosions spontanées s'étaient produites sporadiquement sur une plus large échelle avant Gorbatchev, mais elles étaient localisées et furent rapidement écrasées, ne laissant pratiquement aucune trace dans la conscience collective. Quand ils devinrent actifs, les travailleurs soviétiques n'avaient pas d'expérience de lutte collective sur laquelle s'appuyer, qui seule aurait pu les rendre capables de forger des liens de solidarité organique entre eux. L'une des motivations politiques en faveur du choix de la « thérapie de choc » comme voie vers la restauration, a été en fait la volonté de couper l'herbe sous le pied du potentiel de résistance des travailleurs. ■

3) Sur les CTK, voir D. Mandel, *Revolutionary Reform, in Soviet Factories, Socialist Register 1989*, Merlin, London 1989, and « The Struggle for Power in the Soviet Economy », *Socialist Register 1991*, Merlin, London, 1991.

4) D. Mandel, *The Petrograd Workers and the Fall of the Old Regime*, Macmillan, London, 1983, pp. 18-21.

# Où va l'ETA ?

— Une critique de gauche —

Par  
Joxe Iriarte « Bikila »  
et losu Perales

**Le 13 octobre s'est ouvert à Madrid le procès des 23 membres de la direction de Herri Batasuna (HB) accusés de « collaboration avec l'ETA » pour avoir diffusé un film vidéo mettant en scène l'ETA et qui rendait publiques ses propositions de négociations. Ce procès indépendamment de ce que nous pensons des méthodes de l'ETA et de la politique d'HB, est très dangereux et constitue une véritable atteinte à la liberté d'information. Nous publions ci-dessous un article qui revient sur la politique de l'ETA face à l'évolution du conflit en Euskadi.**

La mort du conseiller (du Parti populaire à Ermuna, NDLR) Miguel Angel Blanco aux mains de l'ETA a provoqué des manifestations de protestation où se sont retrouvés, comme jamais auparavant, des adversaires et des partisans de la peine de mort, des gens hostiles et des gens favorables au peuple basque, des démocrates affirmés et des franquistes recyclés et tout un ensemble de passions bonnes et mauvaises. L'ETA a eu l'honneur de rendre possible que des valeurs de nature différente s'unissent dans un sentiment d'écœurement et le désir de mettre fin à la violence par une sorte de rébellion encouragée par les médias d'inspiration « espagnoliste » et dont s'est emparé un parti gouvernemental à orientation autoritaire qui, dès le début sous prétexte de ne pas céder au chantage, a esquissé un scénario qui avait besoin du sacrifice de Blanco.

Le Parti populaire (PP), en interprétant à sa façon la mobilisation populaire anti-ETA, est en train de prendre des initiatives policières dangereuses. Sa lecture de la nature du phénomène ETA rejette toute dimension politique en le réduisant à un problème criminel qui ne saurait être l'objet d'aucun dialogue ni négociation.

Il est important de répéter que la responsabilité principale de ce qui se passe en Euskadi incombe aux forces politiques qui ont négocié avec le franquisme une transition marquée par un déficit énorme de démocratie. Les forces politiques et la société espagnole n'ont pas encore voulu reconnaître formellement le fait de la différence des nationalités, ni même la donnée tout à fait élémentaire que la souveraineté de toute nation réside dans chaque peuple. La constitution espagnole ne résout pas la question nationale : elle est même une insulte aux sentiments nationaux. L'Espagne indivisible et sauvegardée par l'armée sera toujours une source de conflits.

Il est regrettable que la critique vis-à-vis de l'ETA nous amène à oublier les valeurs que nous devons défendre, dans

n'importe quelle circonstance, d'un point de vue de gauche. Il s'agit, en fin de compte, de comprendre un phénomène complexe qui provoque des souffrances, enflamme des passions, suscite des polémiques et mobilise des forces multiples, mais qui n'est que rarement l'objet d'une réflexion visant à le surmonter.

L'ETA a été et reste, qu'on le veuille ou non, un phénomène politique et social, qui doit être abordé comme tel si on veut trouver une solution au conflit qui le nourrit.

## L'évolution du conflit

La transition de la dictature à une prétendue démocratie a comporté une grande frustration pour des secteurs importants du peuple basque. Loin de les conduire au désenchantement et à l'apathie, cette frustration les a poussés à continuer leur lutte. Tout au long de la période qui inclut aussi bien l'approbation de la Constitution espagnole et des Statuts de l'autonomie que les années de l'institutionnalisation, il y a eu une convergence des éléments suivants :

- ▮ une crise d'identification avec l'État d'une grande partie de la société basque ;
- ▮ un impact social mobilisateur de la crise économique ;
- ▮ une instabilité des Statuts d'autonomie ;
- ▮ des mobilisations sociales et politiques puissantes ;
- ▮ une forte conscience anti-répression.

Dans ce magma, l'ETA a trouvé une source importante de force et de légitimité qui allait beaucoup plus loin que sa force militaire et que le poids de Herri Batasuna dans la société. Il s'agissait de sa capacité de déstabiliser la situation, d'une force lui permettant de faire évoluer favorablement certaines luttes, de sa représentativité en Euskadi et hors d'Euskadi, même si on ne partageait pas toutes ses formes de lutte et si on critiquait leurs aspects les plus discutables. Bref, l'ETA était dépositaire de la rage et du refus pro-

voqués par une réforme politique négociée avec le franquisme.

A l'heure actuelle, malgré la persistance de foyers conflictuels, nous assistons à une atténuation de ces contradictions.

Malgré tout, la stabilité institutionnelle est en train d'obtenir un consensus au sein de secteurs importants de la population. La conviction que l'État de droit, bien qu'imparfait, permet d'exprimer les revendications nationales par des moyens pacifiques, a gagné du terrain au cours des dernières années au détriment des conceptions de rupture pour ne pas dire favorables au recours à la violence. Par ailleurs, les conflits qui ont éclaté en Europe orientale, notamment la guerre dans l'ex-Yougoslavie, ont inversé l'effet, presque contagieux dans le passé, en faveur des causes nationales face à l'État. Contrairement au passé, l'État est vu sous un jour plus favorable et le nationalisme est considéré sous un angle hypercritique, ce qui oblige les nationalistes modérés à se démarquer beaucoup plus de ceux qui ont recours à des moyens violents.

Il faut y ajouter une conscience accrue du fait que les formules traditionnelles pour résoudre les situations d'oppression nationale (autodétermination, fédération, indépendance) comportent plus de difficultés qu'on ne le pensait auparavant, notamment dans les cas où, à cause d'une hétérogénéité ou pluralité nationale, il n'y a pas d'unanimité au sein du sujet national qui veut exercer son droit à l'autodétermination. En outre, l'émergence du Pacte Ajuria-Enea introduit dans la nation basque elle-même une division sociale différente du passé.

Aujourd'hui, bien qu'il existe un contentieux entre l'Euskadi et l'État, ce que reconnaît le Parti nationaliste basque (PNV) lui-même, la division se produit, en fait, entre « violents et démocrates » selon une version et entre « abertzales (patriotes) conséquents et l'ensemble des traîtres et des espagnolistes » selon l'autre version.

La lassitude face à la persistance d'un

conflit dont on ne voit pas la fin, avec toutes ses conséquences mortelles et le climat d'affrontements et de souffrances, pèse sur tout cela. Mais au lieu de jouer contre l'obstination et le refus de comprendre de l'État véritable responsable de ce qui se passe, cette situation nourrit une hostilité envers l'ETA considérée de plus en plus comme l'agresseur. Le changement d'époque pèse aussi : les avant-gardes armées qui ont joué un rôle important dans une phase précédente, sont en train de disparaître à l'échelle planétaire (même s'il y a des exceptions honorables comme l'EZLN qui ont peu à voir avec d'autres modèles). Dans la plupart des cas, la lutte armée est considérée, au mieux, comme un produit d'un passé qu'il faut surmonter par des négociations et non comme un chemin du futur ou une stratégie d'émancipation.

### Comment l'ETA réagit-elle face à cette nouvelle situation?

Dans sa longue histoire, l'ETA a adopté des stratégies différentes, toujours en rapport étroit avec l'évolution politique. Après avoir abandonné assez rapidement une stratégie de « guerre populaire » inspirée par les exemples du Vietnam et de l'Algérie, elle a prôné la spirale bien connue action-répression-action : chaque action armée provoque une réaction de la part de l'État, une répression aveugle et généralisée qui pousse le peuple à se soulever et justifie une action armée de plus grande envergure. Aussi longtemps qu'il existait une dictature, une telle théorie paraissait se baser sur la réalité, le prestige de l'ETA augmentait et le régime s'affaiblissait.

La transition a mis fin à cette dynamique et l'ETA s'est convaincue que sa capacité politique et militaire avait des limites et il était donc possible d'envisager une solution négociée (correspondant à une étape démocratique bourgeoise). Depuis lors sa stratégie a consisté à frapper et frapper dans le but de rendre la situation politique intenable et d'obliger l'État à négocier l'alternative KAS. Dans la mesure où la situation politique continuait à être instable, Herri Batasuna se développait et le nationalisme de droite était pris en tenaille. Cela donnait une crédibilité à la stratégie adoptée.

### Les conversations d'Alger

En 1987, à la veille des négociations d'Alger (1), le climat social était devenu suffisamment stable. Le PSOE gouvernait sans problèmes grâce à une situation économique favorable. Toutefois, dans la

perspective d'intégration européenne, il était préoccupé par le maintien du foco ETA et les résultats obtenus par Herri Batasuna aux élections européennes. C'est dans ce contexte qu'il a fait pour la première fois un effort sérieux pour esquisser un accord.

On ne connaît pas encore complètement les raisons de la rupture qui s'est produite. Certes, il y a eu un blocage de la part des secteurs les plus durs du PSOE qui étaient sous la pression des appareils de l'État. Mais ce fut aussi, paraît-il, une réaction de principe de la part de la direction exécutive de l'ETA, peu habituée à aborder des problèmes de ce type, qui a amené à la rupture des conversations.

S'ouvre alors une nouvelle période. L'ETA mise presque exclusivement sur sa force militaire (sans se soucier des répercussions de la nouvelle vague d'actions armées sur l'attitude de ses alliés et sympathisants dans l'État espagnol et notamment en Catalogne). Elle utilise des méthodes nouvelles, comme les voitures piégées, qui visent à frapper les forces de répression de l'État, mais ont des effets incontrôlables sur les populations civiles. L'objectif non avoué est de provoquer dans la société un état d'angoisse favorisant les négociations. Le cas de Hipercor (attentat réalisé devant le supermarché catalan Hipercor en 1987, NDLR) est symbolique en la matière avec un résultat désastreux pour la solidarité.

Cette campagne, qui aurait dû culminer lors des Jeux olympiques à Barcelone en 1992, se conclut par un échec. Grâce à l'opération combinée de Bidart, le gouvernement désarticule la direction effective de l'ETA et tout espoir de règlement disparaît. C'est alors que, parallèlement au rejet du dérapage « militariste » de la stratégie de négociation, surgissent les premières organisations pacifistes anti-ETA et se concrétise le Pacte Ajuria-Enea (pacte civil contre la violence de l'ETA, NDLR), un acte institutionnel visant à créer un front citoyen opposé à l'ETA. Si ce front introduit des nuances de différenciation par rapport à la politique désormais purement policière de l'État, il renforce, de fait, la volonté d'opposition à l'ETA. Il réussit pour la première fois à se lier à un mouvement en gestation décidé à affronter l'ETA et le mouvement national de libération

1) En 1988, l'ETA et une délégation du gouvernement espagnol ont conclu un protocole d'accord pour ouvrir des négociations. Le gouvernement a unilatéralement modifié certaines parties du protocole et l'ETA a rompu les relations.

basque dans les rues.

Au cours des dernières années si décisives, un autre facteur s'impose sur la scène politique : l'Ertzantza (la police autonome basque, NDLR). C'est la conséquence aussi bien de l'engagement croissant du PNV dans le maintien de la stabilité de l'État que des besoins d'un pouvoir propre du PNV lui-même, sans lequel les Statuts perdent de leur valeur. Il faut ajouter la prétention de faire de l'Ertzantza une police à part entière s'affirmant par rapport aussi bien aux forces de répression de l'État qu'à la subversion personnifiée par l'ETA. L'Ertzantza aura avec l'État un conflit d'espace qui trouve une solution au fur et à mesure qu'elle s'étend à tout le territoire de l'autonomie. Mais avec l'ETA il s'agira d'un conflit dans la rue qui amènera à des affrontements lors de toute manifestation de solidarité avec l'ETA et le MLNV. Donc l'ETA doit désormais faire face à l'action combinée de l'État central et à la variante autonome dirigée par des nationalistes bourgeois.

## Après Bidart, la stratégie de la tension

A la suite du coup essuyé, l'ETA entre dans une phase de précarité militaire et Herri Batasuna fait des efforts pour s'adapter idéologiquement à la nouvelle situation déterminée par la chute des pays de l'Est. C'est une époque d'ouverture certaine, à l'intérieur et à l'extérieur. El Urrats Berri, les rencontres de Algorta, le feu vert à Elkarrri vont dans ce sens. Mais le tournant ne dure pas beaucoup.

La conviction que l'État n'a aucune intention de faire des concessions et que l'apparition du pacifisme azur dans les rues lui enlève l'exclusivité du protagonisme sur ce terrain, pousse l'ETA

à miser sur l'activité militaire en multipliant les cibles (couches politiques, juges, tous ceux qu'on peut considérer comme des gens qui soutiennent l'État). On en revient à des interventions du type d'avant Bidart (voitures piégées, attentats contre

des supermarchés, etc.). L'idée qui prévaut est que la meilleure défense est l'attaque. Il n'y a pas de place pour les nuances : les positions critiques sont combattues comme liquidationnistes. Il en découle un repli sur soi, une accentuation du dogmatisme idéologique, des manifestations d'intolérance face à certains secteurs de l'opposition. C'est une philosophie d'« affrontement national » dans une société où seule une minorité voit les choses ainsi.

On abandonne en même temps la lutte pour élargir son influence sociale, pour briser le siège par l'État : on privilégie la consolidation de son propre camp, conçue comme cohésion interne, attitude ferme et activisme permanent. La conséquence en est que l'ETA devient de plus en plus minoritaire. L'existence de milliers d'inconditionnels ne résout pas le problème d'une solitude croissante.

A l'heure actuelle il n'y a pas en Euskadi des affrontements ethniques, ni une polarisation de classe extrême, ni des enjeux qui poussent des secteurs très larges de la populations à s'opposer aux pouvoirs étatiques et économiques. En outre, la société réagit de plus en plus à l'idée que du sang soit versé pour des raisons politiques. Il y a, bien sûr, une manipulation de l'opinion publique. Toujours est-il que la dynamique réelle de l'ETA se heurte aussi à des valeurs et à des idées qui existent dans des secteurs larges de la gauche sociale et dans les nouveaux mouvements favorables à des formes de désobéissance civile.

## Impulser la négociation

Nous ne sommes pas contre la violence par principe, elle peut être, dans plusieurs cas, nécessaire ou, du moins, inévitable. Notre avis est qu'il faut y mettre fin par une négociation digne dans le cadre d'une situation bloquée de laquelle aucun secteur de la gauche ne peut tirer des avantages.

Il ne s'agit pas de soulever le problème d'une légitimité plus ou moins grande de l'ETA. Nous n'estimons pas non plus que le système existant soit si démocratique qu'on doive lui concéder la paix politique. Notre attitude est inspirée par le fait que la tendance pour la lutte armée telle qu'elle existe, a beaucoup de négatif ; qu'elle occupe un espace excessif non seulement social et politique, mais aussi intellectuel ; qu'elle nourrit une culture cuirassée, marquée par le dogmatisme ; qu'elle construit une pensée sectaire ; qu'elle a perdu poli-

tiquement la bataille de l'opinion publique et même si elle pouvait atteindre ses buts, ces fins seraient terriblement compromises par les moyens utilisés. Nous voulons que cessent les souffrances de tant de gens : prisonniers, exilés, leurs familles et victimes des deux côtés.

La lutte contre l'État bourgeois et contre le néolibéralisme, la lutte nationale elle-même, d'inspiration émancipatrice et internationaliste, la bataille pour la défense de l'environnement, l'opposition au racisme, la guerre contre la pauvreté et l'exclusion, l'effort constant pour diffuser les idées d'insoumission et d'antimilitarisme etc. exigent un nouveau discours. Tout reste encore trop ancré dans ce qui est vieux et marqué par un vieux style. Mais le renouveau de la gauche basque est entravé par une lutte armée liée à des idées, des concepts et des valeurs nés dans une période de résistance à la dictature. Ce qui est vieux pèse beaucoup trop.

Nous n'affirmons guère que l'arrêt de la lutte armée comportera nécessairement un renforcement ou une refondation des mouvements sociaux et de la gauche, plus en général en terme d'idées et de poids social. Est-ce que quelqu'un peut savoir comment les choses iront demain ?

Tout en étant conscients des vertiges qu'une solution négociée pourrait provoquer, nous y sommes favorables. Nous estimons qu'elle est nécessaire, indépendamment des pertes et des profits. Nous souhaitons un engagement plus important de la part de tous ceux qui croient, comme nous, dans un mouvement civique pour la négociation politique entre l'ETA et le gouvernement et souhaitent un débat authentique sur ce qui doit représenter une issue démocratique. ■

### Erratum

Un malencontreux saut de ligne a dénaturé le début de l'article sur la conférence antisioniste de Bâle, publié dans notre précédent numéro. Les organisateurs de la conférence étaient les groupes suisses Association Suisse-Palestine, Association pour l'Union entre les Peuples Juif et Palestinien et Sozialistische Alternative (un groupe de partisans de la Quatrième Internationale à Bâle). Les autres organisations suisses (Mouvement suisse de la Paix, Neue Partei der Arbeit, Parti du Travail de Suisse, SolidaritéS), ainsi que les organisations israéliennes et palestiniennes mentionnées dans l'article, ont seulement apporté leur soutien à la conférence.

# La rencontre de la jeunesse et les idées de changement social

Par  
Monica Gaona Romero

**Onze mille trois cent jeunes de 132 pays ont suivi les travaux du Festival mondial de la jeunesse à Cuba cet été. Notre camarade Monica Gaona Romero, du PRT, y a participé dans le cadre de la délégation mexicaine de son parti, elle en propose une analyse.**

Jeunes, étudiants, travailleurs et travailleuses, homosexuel(le)s, croyants et croyantes, féministes et animateurs des luttes sociales, tous sont tombés d'accord pour affirmer qu'il existe une alternative de transformation de la société, qui peut nous permettre d'atteindre une vie juste, pacifique et réellement humaine. Les échanges d'analyses au sujet des conséquences des politiques libérales sur nos régions respectives, ont montré leurs effets dévastateurs. Assurément, la seule solution aux problèmes économiques, politiques et sociaux que nous vivons actuellement est le changement radical de la société capitaliste.

Le désir de la jeunesse mondiale pour la transformation du monde qu'elle subit aujourd'hui, s'oppose profondément aux décisions quotidiennes des gouvernants en faveur de politiques dévastatrices et inégalitaires qu'ils imposent partout sous l'influence de la première puissance économique mondiale et avec la complicité des principaux centres financiers internationaux comme le FMI, la BM et la BID.

Outre la participation de milliers de jeunes du monde entier, de la gauche socialiste et d'organisations démocratiques aux différentes activités du Festival, nous ne pouvons pas oublier la participation de la délégation des États-Unis. Non seulement parce qu'elle a dû défier l'interdiction imposée par son gouvernement qui voulait l'empêcher de sortir « légalement » de son pays, mais aussi parce qu'elle était composée de 849 délégué(e)s, c'était la délégation la plus nombreuse à la Havane : la délégation la plus importante à se prononcer contre l'impérialisme et le néolibéralisme venait du pays dont le gouvernement depuis plus de 35 ans impose un blocus à Cuba.

Il convient aussi de signaler que cette délégation était composée d'un nombre important de membres des minorités qui vivent dans ce pays (chicanos, mexicains, latino-américains en général, noirs et asiatiques) ; il y avait ainsi tous ceux et toutes

celles qui participent aux luttes dans les différentes villes nord-américaines en faveur du respect des droits de l'homme et de l'autodétermination des peuples.

Le nombre de participants à ce Forum contre le néolibéralisme a été supérieur de plus du double à ce qui était prévu. Ceci explique en partie que la dynamique des débats ait parfois été décevante. Néanmoins, les participants ont pu discuter de la montée de l'intolérance, de la misère à l'échelle mondiale, de la recrudescence du fascisme, de la marginalisation dont souffrent partout les travailleurs migrants, du chômage, des carences de l'éducation et de la santé qui s'accroissent partout...

On a essayé à chaque fois de rassembler les éléments de propositions et d'expériences apportés par les participants.

Mais le temps et l'espace réservés à chaque débat étaient cruellement insuffisants pour permettre le plein développement des discussions. La table-ronde sur la place des jeunes femmes n'a pas été une exception à cet égard. Elle se déroula même dans l'un des espaces les plus réduits de la conférence. Ce ne fut pourtant pas par manque de participants : un grand nombre de très jeunes femmes ne purent accéder à l'espace de débats par manque de place.

A cette tribune on eut de nombreuses surprises. Par exemple la délégation cubaine était composée de femmes de plus de quarante ans. L'une d'elles se chargea de présider la séance, et l'autre - membre du Bureau politique du PC cubain - se chargea de lire un document d'où il ressortait que les Cubaines vivent dans le paradis de l'égalité grâce aux multiples lois qui ont été adoptées pour assurer leur bien-être social.

## **Le trotskysme en débat**

Une autre table ronde qui fut l'objet de beaucoup de débats a été consacrée au trotskisme et à sa présence dans les mouvements sociaux. Des camarades cubains

## Message de solidarité du camp international de la QI au festival de la jeunesse de la Havane

Nous sommes 500 jeunes de 15 pays européens rassemblés en France, au 14<sup>e</sup> camp international de la jeunesse de la Quatrième Internationale. Nos organisations de jeunesse révolutionnaire partagent avec la Quatrième Internationale une longue tradition de solidarité avec le peuple cubain et sa révolution. Nous sommes actifs dans les campagnes contre le criminel blocus de Cuba et en défense de la révolution.

Dans notre Camp cette année s'est tenu un grand meeting pour célébrer le 30<sup>e</sup> anniversaire de la mort d'Ernesto Che Guevara et pour rappeler sa vie et son héritage. Le Che symbolise pour nous comme pour tous les jeunes du monde, les vertus et l'exemple d'un révolutionnaire d'aujourd'hui. Son courage et son audace, ses sentiments profonds à l'égard des opprimés et des exploités, son internationalisme et son anti-impérialisme sont aussi nos valeurs.

Dans nos combats pour la défense des droits démocratiques et contre le service militaire obligatoire, pour une éducation et un niveau de vie décent, et contre l'Europe de l'austérité et du chômage, nous recommandons ces valeurs à tous les jeunes du monde.

Vive la révolution cubaine !  
Vive la Quatrième Internationale !  
Hasta la victoria siempre !

firent un exposé sur les différents événements qui marquèrent des étapes importantes du développement de la révolution, toujours vivante dans ce pays : depuis les grandes grèves dans les années 30, jusqu'à la participation continue du trotskysme à la vie révolutionnaire du pays, comme en témoigna l'échange d'opinions entre le camarade Ernest Mandel et le Che à propos de l'orientation que devrait suivre l'économie cubaine, quand ce dernier était ministre de l'Industrie.

### Le Festival et la jeunesse cubaine

Un des motifs qui nous avait incité à participer avait été, parmi d'autres raisons, l'espoir d'avoir un contact avec la jeunesse cubaine en général. Ceci fut une des grandes déceptions : la participation populaire fut fortement limitée.

Tous les membres de la délégation cubaine devaient être au Parti communiste. La population n'était pas intégrée aux différentes activités du Festival, ni à celles qui eurent lieu sur les principales esplanades de la ville. Par exemple quand à La Piragua il y eut un concert avec un groupe cubain, des barrières furent installées pour séparer l'auditoire étranger de l'auditoire national; lors des rares moments où les délégués étrangers auraient pu échanger des points de vue avec le peuple cubain. Pourtant le mécontentement qui règne dans la population jeune doit être pris en compte. Le malaise des jeunes Cubains est

réel face aux mesures que le gouvernement a prises pour pouvoir affronter le blocus économique. Par exemple, les Cubains ne peuvent pas accéder à certains sites touristiques ; il existe des hôpitaux réservés aux étrangers, mieux équipés que les hôpitaux destinés à la population de l'île, qui sont chaque jour plus détériorés; le système d'éducation est de plus en plus

marqué par la corruption et le désenchantement révolutionnaire ; ou bien on est frappé par le manque de moyens de transport, l'existence d'une bureaucratie qui se charge de rendre fastidieuse la vie administrative et qui bénéficie de certains privilèges... et surtout par le contrôle politique qui est maintenu sur l'ensemble de la population ainsi que par le manque de démocratie et de liberté pour exprimer des positions qui vont contre le régime.

### Quelques conclusions significatives du Festival

La principale conclusion a été la nécessité urgente et la nécessité de construire une alternative à la présente société et à son modèle barbare d'accumulation capitaliste: le socialisme démocratique. Cette conclusion a fait l'objet d'un large consensus, au pays de la résistance des hommes et des femmes contre l'impérialisme et le néo-libéralisme, et a inspiré chez tous et toutes les participant(e)s l'espoir d'une transformation sociale. Beaucoup de jeunes sont rentrés dans leur pays avec dans les oreilles le cri des Mères de la Place de Mai, rêvant de la révolution continue : nos fils ont consacré leurs vies à un projet révolutionnaire, leurs rêves et espoirs se basaient sur le marxisme et sur les exemples magnifiques de la révolution cubaine et de la passion internationaliste du Che. ■

## Une bibliothèque Victor Serge à Moscou

Le 1<sup>er</sup> mai 1997, à Moscou, a été ouverte la bibliothèque publique Victor Serge en hommage à ce révolutionnaire anti-stalinien franco-russe, né en Belgique sous le nom de Victor Lvovitch Kibaltchiche (1890-1947). C'est la première et la seule bibliothèque en Russie dont le but est de faire connaître les écrits de la gauche anticapitaliste et antibureaucratique.

Elle a été créée à l'initiative des représentants de différents courants politiques de gauche (des socialistes démocratiques aux anarcho-syndicalistes) avec le concours de la fondation internationale Victor Serge. Le Conseil de la bibliothèque lance un appel à toutes les organisations et tous ceux qui voudraient contribuer à la propagande des idées de gauche et au développement du mouvement des travailleurs en Russie. Il leur demande d'envoyer des livres, des brochures et des revues dans toutes les langues à l'adresse suivante :

Bibliothèque publique Victor Serge  
Russie, 113 639 Moscou, Avenue Balaklavsky 4-6-365  
Fax : 95 292 65 11.

La Fondation Victor Serge se charge de transmettre les dons en argent.  
Remplir les chèques à l'ordre de son secrétaire-trésorier, Richard Greeman, et les envoyer au 16, rue de la Teinturerie, 34 000 Montpellier.

Kerenski, toute une constellation de comités et soviets qui exerçaient une partie du pouvoir d'État, mais n'osaient ou ne pouvaient pas en assumer la totalité. L'insurrection d'Octobre les légitima. Elle libéra la formidable énergie de ces milliers de comités et autres institutions populaires. (...) Ce furent bien les soviets qui exercèrent le pouvoir sur la société. Non pas tellement les Congrès de Soviets, instances suprêmes réunies à peine quelques jours pour entériner les grandes décisions (dissolution de l'Assemblée constituante, paix de Brest-Litovsk, etc.), mais bien la multitude de soviets locaux et comités de toute nature. » (Marc Ferro, *Des soviets au communisme bureaucratique*, Coll. Archives, 1980, pp.137-138).

D'où provenaient cette formidable énergie d'en bas ? Sinon du caractère profondément oppresseur de l'ancien régime, de l'hostilité et des comportements de sabotage des classes dominantes face à des populations qui demandaient simplement à mieux vivre et dans la dignité, de l'expérience vécue de la violence répressive non seulement du tsarisme et de ses partisans, mais de la nouvelle « démocratie bourgeoise » — une violence à la mesure de son immobilisme social ? Voilà, nous dit Ferro, ce qui assura l'osmose d'un radicalisme et d'un absolutisme populaire croissant avec l'intransigeance et l'absolutisme politique (réel, on y reviendra) des bolcheviks.

« La radicalisation des masses s'explique suffisamment par l'inefficacité de la politique gouvernementale (à participation socialiste depuis mai) qui, sous le couvert de la nécessité, institua entre les classes dirigeantes et les classes populaires des procédures de conciliation. La négociation, loin de modifier l'ordre établi, le perpétuait, le consolidait. (...) » (Id. p.139) « A la campagne comme à la ville [l'absolutisme populaire] exprimait une certitude : sa foi en un régime social fondé sur le juste droit, sur l'équité. A la campagne par exemple, les moujiks entendaient partager seulement les terres que le grand propriétaire laissait en friche, ses forêts. Son refus les amena à instituer le partage égal des terres (...) proportionnel au nombre des bouches à nourrir ; (...) Devant un nouveau refus, la colère et la violence prirent la relève des bons sentiments (...). Le processus fut le même à la ville. Les travailleurs demandaient que leur fussent accordées des conditions de vie moins inhumaines. Ce fut le refus, brutal ou rusé, des possédants, qui amena l'occupation des usines, la séquestration des patrons, puis après Octobre, la vengeance contre les bourgeois.

Politiquement, le tournant s'esquisse

avec les journées de Juillet, lorsque la "démocratie" s'identifie au pouvoir en place, utilisant l'armée contre les classes populaires. Ce tournant est pris, irréversiblement, lors du putsch de Kornilov : même s'il le combat, Kerenski apparaît plus un rival qu'un adversaire, et l'absence de mesures prises, ensuite, contre ses complices l'associe aux ennemis d'une vraie révolution sociale. Désormais, sont considérés comme ennemis des soviets ceux qui s'opposent "au pouvoir des soviets", en fussent-ils membres comme les mencheviks ou les SR » (Id. pp.163-64).

On peut toujours dire, mais on peut difficilement montrer, qu'il existait une alternative bourgeoise démocratique à la politique bolchevique (autre chose est de discuter ce que fut celle-ci). La victoire terriblement destructrice contre les armées blanches indique aussi la profondeur d'une résistance populaire, même si elle lègue un héritage désastreux et les méthodes du communisme de guerre. On ne peut faire abstraction de celles-ci pour comprendre la suite dans son contexte. Pourtant le tournant de la NEP et les débats de cette époque mettent à nouveau à mal la thèse du « volontarisme bolchevique » tout en montrant les problèmes rencontrés et les erreurs commises.

Le recours aux rapports marchands réintroduits dès 1921, fut d'abord présenté et perçu comme une « retraite » (par rapport à la vision d'une société et d'une planification sans monnaie ni marché qui prolongerait les méthodes étatistes du communisme de guerre). Mais la nécessité du marché fut rapidement intégrée aux débats théoriques et programmatiques des années 20 sur ce qui était de plus en plus perçu comme des questions générales (pas seulement russes et pas seulement conjoncturelles) de la « transition au socialisme ». Trotsky évoque dans la Révolution trahie « les espérances utopiques du communisme de guerre [qui] ont été, par la suite, soumises à une critique sévère et juste à bien des égards ». Soulignant alors combien ces visions utopistes étaient nourries de l'espoir d'une victoire révolutionnaire prochaine en occident, il ajoute : « On peut néanmoins dire en toute assurance que même dans cette heureuse hypothèse, il aurait fallu renoncer à la répartition des produits par l'État et revenir aux méthodes commerciales. (...) L'assainissement des relations économiques avec les campagnes constituait sans nul doute la tâche la plus urgente et la plus épineuse de la NEP. L'expérience montra vite que l'industrie elle-même, bien que socialisée, avait besoin des méthodes de calcul monétaire élaborées par le capitalisme ».

On peut (re)discuter toutes ces formu-

lations et controverses qui recouvrent de vraies difficultés. Il s'agit ici seulement de souligner ce que fut l'évolution de la pensée des marxistes soviétiques face à l'expérience de la NEP. Les débats essentiels des bolcheviks s'inscrivaient dans cette perception d'une « transition au socialisme » très différente de la notion de socialisme sans marché, encore véhiculée dans la période du communisme de guerre. Les choix (et la compréhension des caractéristiques de la transition) restaient pourtant multiples : quelle politique agricole et quelle industrialisation (à quel rythme, avec quelles alliances de classe et quelle place pour les coopératives ou la propriété privée) ? Quelle articulation ou quels conflits plan/marché, quelle politique de prix, de crédit pour réaliser les objectifs de développement ? Quels rapports au capitalisme mondial pour incorporer ses connaissances et ses capitaux à une stratégie de développement socialiste ?

Telles étaient notamment les questions sous-jacentes aux débats menés par l'Opposition de gauche, et à la grande controverse (publique) entre Boukharine et Preobrajensky dans les années 20. Sans entrer dans le détail et le bilan systématique d'un débat sophistiqué disons que Preobrajensky a mis l'accent sur une caractéristique essentielle et générale des conditions d'urgence du socialisme : l'existence d'une lutte à mort entre des critères antagoniques d'efficacité économique, ceux de la « loi de la valeur » véhiculée notamment par le marché mondial capitaliste entrant en conflit avec les buts socialistes. Dans la prise en compte de ce conflit, il ne préconisait ni une suppression des mécanismes marchands, ni une politique d'autarcie vis-à-vis du marché mondial (il était au contraire pour « maximiser » les relations au capitalisme mondial — il serait plus prudent de dire « optimiser »). Mais il combattait ce faisant une vision naïve (défendue par Boukharine), non conflictuelle, des rapports marchands dans le contexte donné. Il insistait notamment sur la nécessité du contrôle par l'État du commerce extérieur pour protéger les choix de développement intérieur contre les critères du marché mondial incorporés dans les prix, afin de ne pas être « une semi-colonie agricole du capitalisme mondial » :

« Si l'on appliquait à l'URSS les prix mondiaux » disait-il d'une manière qui demeure malheureusement prophétique encore aujourd'hui, « les deux-tiers de



notre industrie se trouveraient éliminés à cause de (...) son caractère non nécessaire du point de vue de la division mondiale du travail sur la base capitaliste ».

Et il insistait au plan intérieur sur l'effort planifié d'industrialisation nécessaire pour assurer une productivité plus grande de l'agriculture et pour que les paysans trouvent quoi acheter avec le produit de leurs récoltes. De façon moins convaincante, Preobrajensky avançait ce faisant des formulations et des approches à juste titre combattues par Boukharine (et qui ne furent d'ailleurs pas reprises par l'Opposition de gauche) : face à la « loi de la valeur », il tentait de cerner une « loi d'accumulation socialiste primitive », par analogie avec les conditions d'émergence du capitalisme (accumulation primitive capitaliste). Il en dégageait une nécessité (« loi ») d'assurer l'industrialisation par un transfert massif de plus-value pris sur l'agriculture petite-bourgeoise. Ce faisant il mettait évidemment le doigt sur le grand écart entre le projet socialiste d'Octobre et ses bases matérielles et sociales initiales. Mais il cherchait à le réduire par une logique productiviste très destructrice de l'alliance ouvriers/paysans dans ce pays de la périphérie capitaliste. Il tombait aussi dans une vision « scientiste » de la planification, prêtant à l'État ouvrier (au parti ?) une capacité d'omniscience évidemment erronée. Ce sont sans doute là les raisons pour lesquelles, contrairement à l'Opposition de gauche, Preobrajensky se reconnaîtra dans le cours d'industrialisation forcené sur le dos d'une agriculture collectivisée de force que prit Staline à la fin des années 20.

Illustration de S. Tchékhoneine pour le livre de John Reed *Dix jours qui ébranlèrent le monde, années 1920*.



En réalité, cette question de la politique agraire n'admettait pas plus de « loi » que celle de l'industrialisation dès lors que l'on rompait justement avec la dictature de la « loi d'airain des profits ». Mais elle se heurtait bien évidemment à des contraintes. Et parmi celles-là, il y avait la contrainte sociopolitique de la consolidation de la base sociale du régime dans un pays très agricole. L'Opposition de gauche s'opposait au cours préconisé par Boukharine de « socialisme à pas de tortue » s'appuyant principalement sur le paysan privé (« enrichissez-vous ! ») ; elle réclamait un plan d'industrialisation pour assurer la base matérielle, technique d'une agriculture privilégiant l'appui aux paysans pauvres et moyens. Moshe Lewin dans l'étude de « La formation du système soviétique » souligne à quel point les objectifs de fabrication de tracteurs ne furent pas appliqués, étranglant toute logique coopérative efficace. Mais, il souligne également combien les paysans aisés (souvent assimilés aux « koulaks ») étaient loin d'être des « capitalistes » et étaient essentiels pour approvisionner les marchés, alors que la grande masse des communes rurales vivaient de l'autosuffisance alimentaire sans dégager de surplus pour les villes... Moshe Lewin montre qu'une accumulation d'erreurs dans la politique agraire (politique de prix pour le blé peu incitative ; insuffisance de produits industriels pour l'agriculture, notamment dans la production de tracteurs...) a conduit à la « crise des céréales ». Autrement dit, le tournant stalinien de la collectivisation forcée n'avait rien de « fatal », rien d'organiquement « déterminé » par le niveau de développement des forces productives et tourna à la catastrophe économique... Compte tenu des retards accumulés dans l'industrie, souligne Trotsky dans la Révolution trahie, « les kolkhozes furent organisés avec un outillage qui ne convenait généralement qu'aux parcelles ». Dans ces conditions, ajoute-t-il, la collectivisation accélérée « devenait une aventure ». Elle « liquidera » durablement non seulement les « koulaks » mais une grande masse de paysans aisés et moyens et avec eux, l'agriculture soviétique.

On ne peut refaire l'histoire en donnant de leçons, ni comprendre l'histoire indépendamment de l'intensité et de la violence de ce qu'étaient alors les enjeux. Mais on peut réfléchir pour aujourd'hui et demain, aux problèmes rencontrés et aux moyens qui se sont avérés contre-productifs : outre les questions agraires évoquées, celles de la démocratie, et de la gestion des entreprises et du plan...

La question de la démocratie était évidemment à la fois décisive et difficile

dans un contexte d'environnement hostile, de guerre civile. On ne peut confondre les mesures d'exception prises par les bolcheviks dans un tel environnement et celles cristallisées dans « le socialisme » dit « réalisé » par Staline. Mais on perçoit bien aussi à quel point l'interdiction des fractions et partis, la suppression de la Constituante, furent favorables à la dégénérescence stalinienne. Et les mesures prises n'étaient pas toutes des mesures d'urgence. Il n'y avait aucune expérience et aucune réflexion sur les questions de la démocratie socialiste, sur celles de l'État de droit après la prise du pouvoir. On peut se rendre compte aujourd'hui à quel point la notion de « démocratie ouvrière » (interprétée comme la « bonne version » de la dictature du prolétariat) est perverse et limitée : il doit y avoir une « dictature » économique contre le règne du profit, contre la domination du capital, contre des libertés conditionnées par l'argent. Mais la remise en cause de la propriété privée des grands moyens de financement et de production de biens et de services, les droits de gestion des travailleurs, les besoins assurés par le plan sont la substance (évolutive dans le temps) de cette « dictature-là ». Par contre, il doit y avoir des droits d'organisation et d'expression qui ne doivent pas seulement être « ouvriers » (qui d'ailleurs déciderait ceux qui sont « réellement » ouvriers ?) ; il doit y avoir confrontation possible des idées (y compris avec celles qui sont hostiles au socialisme). Autre chose est la répression politique de ceux qui prennent les armes contre les projets socialistes. Autre chose, aussi est la condamnation, inscrite dans la Constitution, des idées sexistes et racistes qui doit être assortie des moyens spécifiques de les combattre (avec le besoin d'un débat public sur ces moyens, en fonction d'un critère d'efficacité). Sans libertés individuelles universelles les droits dits « collectifs » sont vite pervertis. Mais la citoyenneté est abstraite (donc inégale) sans droits collectifs, éventuellement assortis de droits de veto sur des questions spécifiques, forçant à une procédure et des institutions de prise en compte de conflits (oppression des femmes, questions nationales, luttes pour l'émancipation des travailleurs). Que tout cela pose des problèmes aujourd'hui non maîtrisés et demande des réponses beaucoup plus complexes que les marxistes ne le supposaient est évident. Mais il faut trouver les mécanismes qui permettent non pas de supprimer les conflits, mais d'élargir les horizons et de prendre en compte des oppressions et injustices non perçues, des besoins non satisfaits, exprimés dans les conflits. De même faut-il « socialiser » le plan et le marché ; c'est-à-dire stimuler toutes les formes associatives permettant l'évaluation des

services (santé, éducation, culture, transports...) et biens produits (associations de consommateurs). Seule la démocratie, sous des formes à inventer, permettra de corriger des effets pervers, imprévus, suscités par les moyens choisis pour satisfaire les besoins. C'est le « régulateur », la « force de rappel » qui doit réduire les écarts entre les buts et les résultats, sans dogmatisme des moyens. La démocratie doit donc pénétrer toutes les sphères de la vie quotidienne où des jugements collectifs s'avèrent utiles à la satisfaction des besoins.

Quelle « autogestion » ? Lorsque les comités d'usine luttèrent en Russie dans une logique de contrôle ouvrier sur des capitalistes encore existants, la révolution était en marche. Les bolcheviks se sont alors appuyés sur les Comités d'usine. Mais la gestion des usines sans les capitalistes était autrement difficile à réaliser (d'où les premières formules de Lénine sur le « capitalisme d'État » sous contrôle de l'État ouvrier ; et ses grandes craintes sur le manque de qualification et le désastre des décisions d'autogestion décentralisées au niveau des entreprises). On souligne souvent les difficultés de maintenir une mobilisation, une autoactivité des travailleurs après la période révolutionnaire. Mais Marc Ferro met l'accent là où ça fait mal : contre l'Opposition ouvrière et les logiques anarchistes autogestionnaires, les bolcheviks ont eux-mêmes travaillé à « domestiquer », et donc en partie briser l'initiative ouvrière au profit d'une logique où le parti se substituait à la classe. La question est réelle mais doit être mise en rapport avec des problèmes économiques à résoudre qui imposaient un plan macro-économique de développement. Avec quelle démocratie ? Quels mécanismes ? Voici ce que Trotsky en disait en 1936 dans *La Révolution trahie*, critiquant les méthodes administratives : « Deux leviers doivent servir à régler et adapter le plan : un levier politique, créé par la participation réelle à la direction des masses intéressées, ce qui ne se conçoit pas sans démocratie soviétique ; et un levier financier résultant de la vérification effective des calculs a priori au moyen d'un équivalent général, ce qui est impossible sans système monétaire stable. (...) L'époque transitoire considérée dans son entier exige non la diminution de la circulation des marchandises, mais bien son extrême élargissement ». (p.487).

Ce sont des questions sur lesquels la Révolution d'Octobre et les bolcheviks se trouvaient sans préparation, sans aucune expérience ni même réflexion... sur lesquels on est encore loin aujourd'hui d'avoir des réponses toutes faites. Mais on dispose de bien plus de recul et d'expériences

(dont celle de l'autogestion yougoslave et de sa crise) ... On connaît les dégâts de l'économie de commandement. Mais l'idée que la liberté d'autogestion des travailleurs est (par rejet du plan bureaucratique) nécessairement individuelle et locale débouche sur des impasses. Pourquoi les travailleurs seraient-ils « attachés » à vie à « leur » entreprise — à cette seule entreprise ? Dire qu'ils ont un droit de regard et de gestion prioritaire (parce qu'aussi une connaissance particulière) de l'entreprise où ils se trouvent est autre chose. Mais peut-on assurer le plein-emploi en même temps que des reconversions socialement progressistes (par rapport aux besoins à satisfaire et à l'amélioration des conditions de travail) dans le seul cadre d'une entreprise, voire d'une branche ? Evidemment pas. Il faut, selon les besoins à satisfaire trouver les moyens d'une régulation contrôlable par les intéressé(e)s travailleurs/usagers à l'échelle où les choix sont le plus efficace (l'échelon communal et régional étant sans doute des relais essentiels, à la condition de mécanismes à une échelle supérieure, réduisant les inégalités entre régions/pays riches et pauvres)... L'informatique rend désormais compatible bien plus facilement la coordination macro-économique des ressources et des choix avec une décentralisation des modalités de gestion... Elle peut faciliter l'initiative hors marché en permettant que s'expriment des besoins sollicitant des réponses pour les satisfaire. Autrement dit elle peut faciliter la prévision des besoins à satisfaire et la confrontation des producteurs. Elle peut faciliter plus généralement l'organisation des débats sur les grands choix, donc des formes démocratiques de planification.

Mais en reprenant ces débats, encore faut-il s'entendre sur les enjeux stratégiques que la révolution d'Octobre concrétisait brutalement, et que son échec a modifiés sans invalider certaines indications essentielles :

Octobre ne pouvait se penser hors d'un mouvement international de résistance au capitalisme. La thèse du maillon faible s'est vérifiée dans toutes les révolutions ultérieures à Octobre. Mais le maillon fort (le « centre ») n'a pas suivi. Les échecs et impasses réformistes doivent être discutés. Mais il demeure incontestable que l'absence de révolution victorieuse « au centre » a pesé lourd dans la dégénérescence de l'URSS, forteresse assiégée. Aujourd'hui, moins que jamais, une rupture anticapitaliste à la périphérie ne pourrait résister à la main visible du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale, de l'Organisation mondiale du commerce, des multinationales,

sans résistance et sans points marqués dans les pays capitalistes développés contre les politiques libérales ;

Octobre n'est pas un « modèle ». Pourtant, n'enterrons pas trop vite ni la notion de crise révolutionnaire, ni celle de dualité de pouvoirs dont elle est porteuse. Mais de quelle dualité de pouvoirs s'agissait-il ? Il était plus facile de s'organiser « contre » (ou dans une logique de contrôle) que de mettre en place les institutions « pour »... Mais incontestablement la logique de contrôle est un pont entre les deux phases (contre, puis pour) : elle est un moyen non dogmatique de tester les alliances et les compromis sociaux (quel secteur privé ?...) compatibles avec la satisfaction des besoins pour lesquels un mouvement de masse démocratique s'est mobilisé... Le contexte de la Russie tsariste ne permettait guère une « dialectique des conquêtes partielles », avec ses risques et ses avantages : le piège de la gestion réformiste ne se posait pas en Russie où les antagonismes de classe étaient radicaux. Cela facilita la dynamique révolutionnaire, mais pas la gestion de la société nouvelle... L'émergence d'une alternative socialiste implique d'apprendre à résister au capitalisme de l'intérieur en préfigurant dans cette résistance une autre logique (celle de la satisfaction des besoins et d'une démocratie socialiste), sans s'enliser dans le capitalisme... Elle impose la recherche d'institutions (non étatiques) adéquates à une démocratie du contrôle (sur les services publics, par exemple ; sur les restructurations de l'emploi ; sur les choix européens...) qui seraient des points d'appui décisifs d'un autre pouvoir pour une autre société, associant travailleurs intellectuels (économistes, sociologues, scientifiques) et acteurs des mouvements sociaux, comme cela se multiplie en France depuis décembre 1995...

La notion de « transition au socialisme » doit être repensée à la lumière de l'échec des ruptures révolutionnaires et de leur dégénérescence bureaucratique, mais aussi en fonction des enlissements du réalisme réformiste dans la gestion du capitalisme. Elle pourrait alors être réinterprétée à l'échelle historique et internationale comme recouvrant les conditions de luttes internes/externes anticapitalistes redéfinissant les moyens adéquats au projet socialiste émancipateur. ■



# Il y a 60 ans : les procès de Moscou

« **L**a hantise que nous avons tous de l'erreur judiciaire n'existe que si l'accusé nie son crime, s'il crie jusqu'au bout son innocence .... Si le capitaine Dreyfus avait fait des aveux, il n'y aurait pas eu d'Affaire Dreyfus (...). Il est contraire à toutes les données de l'histoire de la justice criminelle de supposer que, par des tortures ou des menaces de tortures, on fasse avouer des innocents dans la proportion de seize sur seize ».

Ces paragraphes ne sont pas extraits d'un numéro de l'Humanité mais bien du rapport publié en novembre 1936 par la Ligue des Droits de l'Homme (présidée par Victor Basch) sur le premier procès de Moscou : il concluait à la culpabilité des accusés.

On pourrait multiplier les citations et mettre en évidence ce que fut la crédulité de beaucoup d'intellectuels et d'hommes politiques alors que Staline avait inauguré la période répressive la plus épouvantable de son règne.

Rappelons sommairement le déroulement des faits.

De 1936 à 1938 se déroulèrent dans la Maison des Syndicats à Moscou 3 procès où furent jugés et condamnés 54 personnes. La plupart seront fusillées. Parmi elles des vétérans du parti bolchevik, compagnons de Lénine, des anciens oppositionnels de diverses tendances et des agents provocateurs. Tous avoueront des crimes impensables et réclameront le châtimeut le plus sévère qui leur sera généreusement octroyé. Ces procès seront publics et largement couverts par la presse et les diplomates occidentaux.

Le premier d'entre eux, celui du « Centre terroriste trotskyste-zinoviéviste » ne durera que 4 jours : parmi les 16 accusés figurent des membres de la « vieille garde bolchevique » (Zinoviev, Kamenev, Evdokimov) et d'autres moins connus. Le procureur général Vychinski qui les accable est un ancien menchevik de droite, ennemi déclaré de la révolution d'Octobre, n'ayant rejoint le PC qu'en 1920, une fois le régime bien établi. Il deviendra vite un stalinien zélé. Les inculpés sont accusés d'avoir continué un Centre en vue de

« s'emparer du pouvoir à tout prix ». Ils sont à l'origine d'actes terroristes, effectués ou envisagés, « contre les chefs les plus éminents du Parti et du gouvernement », conformément aux instructions de Trotsky. C'est un de leurs groupes qui a commis en décembre 1934 « l'assassinat perfide du camarade Kirov », le populaire leader de Leningrad.

Tous les accusés refusent les services d'un avocat, plaident obséquieusement coupable, sont tous condamnés à mort et fusillés dans les 24 heures.

**L**e 23 janvier 1937, c'est le tour de Piatakov, vieux militant de la jeune génération (il a 46 ans), administrateur de talent et l'un des six cités élogieusement par Lénine dans son « Testament », ainsi que de Karl Radek, brillant journaliste, lié depuis toujours aux mouvements ouvriers polonais et allemand. Avec eux se retrouvent 15 inculpés, essentiellement des cadres économiques de haut rang. Le motif d'inculpation a changé : cette fois il sont accusés d'avoir formé un « Centre anti-soviétique trotskyste » dit « de réserve » au cas où le Centre précédent aurait été découvert. Ici il ne s'agit plus uniquement d'actes terroristes pour s'emparer du pouvoir mais également d'actes de sabotage (déraillements de trains, explosions et incendies dans les mines et les usines, etc...) en vue de rétablir le capitalisme avec l'aide des services secrets nazis et japonais. C'est toujours Trotsky qui tire les ficelles.

13 des 17 accusés sont condamnés à mort et aussitôt exécutés.

Le troisième et dernier procès public, celui du « Bloc des droitiers et des trotskystes », s'ouvre le 2 mars 1938. Trois des anciens membres du Bureau politique de Lénine tiennent la vedette : Boukharine (celui « qui jouit à bon droit de l'affection du Parti tout entier », selon la fameuse « Lettre au Congrès » encore appelée « Testament » de Lénine), Rykov (élu à 24 ans, en 1905, au Comité central du Parti) et Krestinski (ayant adhéré en 1903). Sont à leurs côtés Rakovski, ancien président du Conseil des commissaires du peuple

De 1936 à 1938 se déroulèrent dans la Maison des Syndicats à Moscou 3 procès où furent jugés et condamnés 54 personnes.

Par  
Jean-Michel Krivine

d'Ukraine et ancien membre de l'Opposition de gauche qui ne capitula qu'en 1934, Iagoda, l'un des fondateurs de la police politique, qui mit en scène le premier procès, ainsi que plusieurs sommités médicales du Kremlin tout simplement accusées d'avoir sciemment fait passer de vie à trépas Gorki, son fils et quelques autres. Ils sont tous l'objet d'accusations identiques à celles du procès précédent mais on va cette fois affirmer qu'ils avaient déjà commencé à comploter au moment de la Révolution (et pour certains, bien avant...).

Tous, sauf trois, sont condamnés à mort après l'avoir pratiquement réclamé.

Ces trois procès firent la une des journaux du monde entier pendant des mois. On se perdait en conjectures : était-il possible que de vieux militants, dont certains étaient très connus dans le mouvement ouvrier européen, en soient venus à renier l'idéal de toute leur vie et à s'allier à la Gestapo pour combattre Staline et rétablir le capitalisme ? D'un autre côté, ils avaient

tous avoué devant un public où la presse internationale était représentée (et pas seulement la presse communiste), aucun (sauf Krestinski pendant 24 heures) n'a émis aucune fausse note, c'était pourtant une occasion unique pour faire éclater la vérité si les procès avaient été truqués.

Il faut reconnaître qu'à partir du deuxième procès, l'incrédulité se généralisa. En dehors des communistes et de leurs sympathisants, les aveux ne convainquent plus grand monde tant ils sont invraisemblables, monotone répétitifs et constituent l'unique preuve de culpabilité en l'absence de tout document ou témoignage crédible.

Cependant demeuraient deux questions essentielles auxquelles presque personne ne pouvait répondre : pourquoi ces aveux et comment les avait-on obtenus ?

Nous disons « presque personne » parce que, comme le fait remarquer l'historien Nicolas Werth : « En 1936-1938, la seule approche résolument démystificatrice des procès de Moscou émane du petit noyau de gens directement impliqués dans l'affaire, Trotsky, Sédov et leurs partisans ».

En 1936, le Parti Ouvrier internationaliste (POI) édita un « Livre rouge sur le procès de Moscou » dans lequel Sédov, le fils de Trotsky expulsé d'URSS avec lui, mettait en pièces l'accusation et expliquait qu'on n'avait gardé pour le procès que les inculpés brisés au cours de l'instruction, les autres ayant été fusillés discrètement : « Outre la torture de l'interrogatoire — la même question est posée du matin au soir, des semaines durant, à l'accusé qui reste debout — outre le tourment quant au sort de leurs familles et autres tortures prises dans l'arsenal de l'Inquisition la plus noire et la plus terrible, le passage par les armes d'un certain nombre d'accusés fut un des "arguments" les plus décisifs de l'instruction staliniste ». Sédov émet l'hypothèse qu'en répétant littéralement les propos du procureur les inculpés ont voulu dire au monde entier ; « ne nous croyez pas ; est-ce que vous ne voyez pas que tout cela est mensonge, mensonge du commencement à la fin ? ».

En 1937, dans « Les crimes de Staline », Trotsky faisait le bilan des deux premiers procès et aboutissait à des conclusions identiques. Dans ce livre, écrit par fragments, se trouve le discours qu'il prononça devant la Commission d'enquête internationale sur les procès de Moscou constituée en mars 1937 à New-York, sous la présidence du philosophe J. Dewey. Après plusieurs mois de travail cette commission avait abouti à la conclusion que les procès de Moscou étaient une

« imposture » et que Trotsky et son fils étaient « non coupables ».

Soixante ans plus tard, on ne peut que reconnaître la lucidité de l'Opposition de gauche au moment des événements. Les procès de l'après-guerre dans les démocraties populaires (Kostov, Rajk, Slansky) ne seront que des copies conformes de ceux de Moscou comme l'avait bien montré Annie Kriegel dans son livre de 1972 sur « Les grands procès dans les systèmes communistes-la pédagogie infernale ». Cependant après Stalingrad, l'URSS jouit d'un énorme prestige et le souvenir des procès de Moscou s'est estompé. Il faudra repartir à zéro mais la crédulité sera beaucoup moins grande.

La façon de faire avouer est maintenant bien connue et nettement moins romantique que celle imaginée en 1940 par Koestler dans « Le Zéro et l'Infini » (un dernier sacrifice au nom de l'intérêt supérieur du Parti...).

Elle sera relatée en détail par Arthur London en 1968 dans « l'Aveu » et explique pourquoi ont « avoué » pareillement des ecclésiastiques et des industriels qui n'avaient pas de raison majeure de se dévouer une dernière fois pour la Révolution.

Quant aux raisons de ces procès publics, elles sont maintenant bien établies et nous en retiendrons deux principales. Devant les catastrophes engendrées par la collectivisation brutale et l'industrialisation lourde à outrance il fallait trouver un bouc émissaire. La ligne stalinienne ne pouvant être que géniale c'est son application qui est entravée par les comploteurs et saboteurs trotskystes haut placés en liaison avec l'étranger. Ce leitmotiv sera seriné au cours d'innombrables réunions et finira par avoir une audience certaine dans la population. La première fonction pédagogique des procès est donc d'enseigner au Soviétique moyen, alors que la vie dans la Russie nouvelle devrait être « belle et joyeuse », quels sont les responsables des queues devant les magasins d'alimentation, de la baisse de son pouvoir d'achat de 50 % en dix ans et de l'exiguïté de la pièce unique qu'il occupe avec sa famille dans un appartement communautaire.

La deuxième fonction pédagogique montre de façon très convaincante que personne, si haut placé soit-il (en dehors du N°1), n'est à l'abri s'il rechigne à suivre aveuglément la ligne et les directives. La



seule chance de survie politique (pour ne pas parler de la survie tout court) est de n'être qu'un rouage, sans aucune autonomie, se contentant de transmettre et d'appliquer les décisions d'en haut, en demeurant courbé devant l'échelon supérieur et rigide devant ceux d'en bas.

Victor Serge fait d'ailleurs remarquer que la liquidation de tous les « vieux bolchéviks » s'explique en dernière analyse par le fait que, quoi qu'ils en aient, ils demeuraient dangereux pour Staline dans la mesure où malgré leurs capitulations successives, ils avaient un passé et un prestige qui ne lui devaient rien et constituaient donc un risque potentiel de direction de rechange. Rien de tel avec la nouvelle génération de bureaucrates qui prendra leur place mais qui n'en connaîtra pas pour autant la sécurité de l'emploi...

Au terme de ce survol des trois procès de Moscou, il ne faut surtout pas oublier que pendant que se déroulait le grand spectacle à la Maison des syndicats, des centaines de milliers de cadres politiques, économiques, intellectuels ou même de simples citoyens étaient discrètement arrêtés, cuisinés, déportés ou exécutés alors qu'un procès à huis-clos (celui du maréchal Toukhatchevski, en juin 1937) liquidait quelques 35 000 des meilleurs officiers et soldats de l'Armée rouge et faillit être fatal à l'Union soviétique lors de l'attaque nazie. ■

# La révolution culturelle de la révolution russe

En Russie comme dans le reste de l'Europe, c'est au début de la seconde décennie du siècle que la modernité fait son entrée fulgurante dans les lettres et les arts. Certes, en Russie, le coup d'envoi vient de l'Occident, particulièrement de France et d'Italie — le premier groupe de Maïakovski ne s'appelle-t-il pas cubo-futurisme ? — mais l'originalité des courants russes est incontestable. Si Chagall est à Paris en 1910, ce n'est pas là qu'il trouve sa manière, il ne fait que la tremper. Il en va de même pour Kandinski à Munich au même moment. Mais, en Russie même, c'est une vraie révolution culturelle, qui tient à la violence de la polémique où les jeunes modernistes se posent en s'opposant aux courants plus ou moins spiritualistes, dont ne sont pas absents certains révolutionnaires, tels Bogdanov et... Lounatcharski, qui tentaient en quelque sorte de rationaliser l'esprit slave profondément empreint de religiosité.

La radicalité de cette rupture s'exprime aussi bien en poésie que dans l'art, voire dans la vie quotidienne et, en particulier, par un féminisme d'avant-garde. Le 18 décembre 1912 paraît à Moscou, imprimé sur gros papier d'emballage, *Une gifflée au goût du public*, dont le manifeste, signé par D. Bourliouk, Aleksander Kroutchonykh, Vladimir Maïakovski, et Victor Khlebnikov, proclame : « Nous seuls sommes le visage de notre Temps », et appelle les poètes « à une haine irrépressible envers la langue existant avant eux. » Dans des textes ultérieurs on trouve des affirmations telles que : « Une nouvelle forme verbale crée un contenu nouveau et non l'inverse », « Nous avons disloqué la syntaxe », « Nous sommes en proie à de nouveaux thèmes : l'inutilité, l'absurdité, le mystère de la nullité puissante sont chantés par nous », « Souvent seule la barbarie peut sauver l'art », « jeter les ex-grands par-dessus bord du paquebot de l'époque actuelle » (Notons que, parmi ces ex-grands, sont rangés Blok et Gorki...). Tout ceci ressemble furieusement à ce que sera Dada

quelques années plus tard, et, de même, ne vise ni à la subversion sociale, ni même à y fusionner.

Le futurisme a ses artistes plastiques, dont Malévitch qui, en 1916, créera le suprématisme et qui va d'un primitivisme (qu'il oppose à celui de Larionov) jusqu'au bout de l'abstraction avec ses carrés monochromes (sans s'y enterrer comme ses singes, nos contemporains). Mais il n'est pas seul : toutes les formes de l'abstraction géométrique naissent là (qu'on ne retrouvera chez nous qu'après la Deuxième Guerre mondiale), avec Klyun, Olga Rosanova, Lyuba Popova (proche de Léger), Archipenko, dont l'abstraction est cubiste, les reliefs de Tatlin, de Puni, et les sculptures de Vladimir Baranov (auprès desquelles celles de nos conceptuels accusent leur misère).

Toute cette révolution culturelle est bien présente dans les six années qui précèdent Octobre. Il n'en reste pas moins que la révolution sociale va lui donner à la fois un formidable coup d'accélérateur et un infléchissement net qui va l'ouvrir à un immense public et lui donner un écho non moindre hors des frontières de l'Etat soviétique.

Pourtant, ce n'est pas que les dirigeants de la Révolution soient proches des avant-gardes poétiques et artistiques. Tous sont de formation classique et occidentale.

On sait que Lénine, ami de Gorki, mettait Tolstoï au plus haut de la littérature russe, bien qu'en montrant les déterminations qui le limitaient. Même les plus attentifs, voire sensibles, au nouveau surgissant, tels Boukharine ou Lounatcharsky, commissaire du peuple à l'Instruction publique, et de ce fait quasi en charge de toute l'activité culturelle, l'abordent à la lumière d'une critique qui vient de Lafargue et de Plékhanov. Bien que Lounatcharsky ait eu une véritable amitié pour Maïakovski, c'est aux classiques russes, de Pouchkine et Gogol à Dostoïevski et Tchekhov qu'il consacra ses dernières études, alors qu'il

*Toute grande révolution a une dimension culturelle. Nul n'a pu nier l'importance de celle qui a accompagné la révolution russe. Mais en ce qui la concerne, deux conceptions opposées unilatérales se sont heurtées et sont à écarter : celle qui attribue le magnifique essor culturel et artistique des années 20 à une fusion harmonieuse des révolution sociale et artistique, aussi bien que celle qui insiste sur ce que la novation était commencée dès le début du siècle et qu'au contraire la révolution l'a détruit au profit d'un populisme qui débouche sur le réalisme socialiste. La réalité est beaucoup plus complexe.*

Par  
Michel Lequenne

s'est plié au joug de Staline, n'étudiant les contemporains qu'après décès, et s'efforçant en 1931 de nier toute influence politique dans le suicide de Maïakovski. Trotsky lui-même, bien que plus sensible qu'aucun autre au surgissement du nouveau dans l'art, l'abordait sur la base d'une culture classique filtrée par une analyse de classes marxiste, plus fine que celle de ses prédécesseurs, d'où ses jugements aigus de Littérature et Révolution. et qui peuvent nous sembler souvent sévères, mais qui n'excédaient en rien la critique littéraire et n'impliquaient aucune intervention politique (ce qu'il est nécessaire de préciser à l'encontre des ordinaires critiques d'amalgame entre période révolutionnaire et période stalinienne).

Le dernier ouvrage paru en France sur

la vie littéraire des années vingt, celui de Varlam Chalamov, qui porte précisément ce titre, *Les Années 20*, vient d'une façon paradoxale confirmer les jugements de Trotsky. Paradoxe, compte tenu du fait que l'auteur, qui les vécut comme jeune sans-parti, fut déporté une première fois de 1929 à 1931, et écrivit ce livre dans les années 60 après dix-sept ans dans l'univers concentrationnaire de Kolyma. Le monde littéraire, et plus généralement de la culture de la Russie de cette décennie qu'il nous rend, apparaît comme un beau chaos, une admirable Tour de Babel, où : « A l'Université et dans les établissements d'enseignement supérieur, ces "mouvements-courants" écumaient naturellement sans aucune contrainte.

A l'époque on n'entrait pas dans ces établissements pour y bénéficier d'une formation, acquérir une spécialisation ou une profession, mais parce qu'ils constituaient une excellente plate-forme, le tremplin le plus haut et le plus sûr d'où ceux qui partaient à l'assaut du ciel pouvaient réaliser leur saut dans le cosmos. »

Tout était alors remis en question, de la science à la vie quotidienne. C'est que le choc de la Révolution avait ouvert tout le champ de la liberté et qu'en même temps il traçait au couteau la ligne de partage entre partisans et adversaires. Mais entre tous ceux qui accueillaient la Révolution comme une prometteuse ère nouvelle, de nombreuses attitudes culturelles s'opposaient.

Quant au Parti, son programme ne comporte que la nécessité de l'élévation de la culture des masses, en commençant par la liquidation de l'analphabétisme. Quand Trotsky écrivit en 1924 : « L'art n'est pas un domaine où le Parti est appelé à commander » et « Le marxisme offre diverses possibilités : évaluer le développement de l'art nouveau, en suivre toutes les variations, encourager les courants progressistes au moyen de la critique ; on ne peut guère lui demander davantage », il exprime au fond



Lénine prend la parole à l'usine Poutilov à Pétrograd en 1917. Fragment du tableau de I. Brodski, 1926.

une pensée alors partagée par la direction. Chalamov nous montre les plus hauts dirigeants participant aux débats publics, affrontant des contradicteurs qui s'expriment en toute liberté. Certes, ils prennent vivement parti, mais c'est à titre personnel. « Lounatcharski faisait la chasse aux imagistes, à Essénine en particulier. Sosnovski et Boukharine hurlaient aussi contre Essénine. Le problème n'est pas de savoir qui a tort, qui a raison, mais le fait qu'en l'occurrence, chacun se battait pour son spécialiste, son poète attiré », écrit Chalamov, qui enchaîne en notant que, dès 1932, Staline, lui, tranchera, dissolvant l'Association russe des écrivains prolétaires (le RAPP, qu'il avait longuement encouragé et qui s'était mis sous son égide), avant qu'« un peu plus tard il les fit disparaître tous : Averbakh, Kirchone, Lelevitch. »

Mais dans ces années vingt, la violence critique ne vient pas du Parti. Ainsi, même quand le ton s'élève chez Lénine, c'est pour calmer le jeu. C'est à la fois contre les fronts opposés du prolektkult et du futurisme qu'il se lève, en dénonçant, comme Trotsky, d'un côté l'impossibilité d'une culture prolétarienne surgissant toute armée du front de la Révolution, de l'autre la nécessité, loin d'une coupure radicale avec le passé, de «prendre toute la culture laissée par le capitalisme et bâtir avec elle le socialisme.[...] prendre toute la science, la technique, toutes les connaissances, tout l'art [et] nous mettre à l'école de nos ennemis. »

La violence critique vient alors des courants qui s'opposent. Et il ne s'agit pas de simples querelles d'écoles, comme il y en eut de tout temps, où les affrontements sont ceux des personnes et des styles. Il s'agit de savoir ce que doit être l'art et la

## Bibliographie

A. Bogdanov, *La Science, l'Art et la classe ouvrière*, trad. Blanche Grinbaum, présentations de Henry Deluy et Dominique Lecourt, éd. François Maspéro, 1977.

V. Chalamov, *Les Années 20*, trad. Christiane Loré, avec la coll. de Nathalie Pighetti-Harrison, éd. Verdier, 1997.

F. Champarnaud, *Révolution et contre-révolution culturelles en URSS*, éd. Anthropos, 1975.

B. Goriély, *les Poètes dans la Révolution russe*, éd. Gallimard, 1934.

A. Lounatcharski, *Les destinées de la littérature russe*, Editeurs français réunis et Editions du Progrès, Moscou, 1979.

*Manifestes futuristes russes*, choisis, traduits, commentés par Léon Robel, Editeurs français réunis, 1971.

A. Sola, *Le Futurisme russe*, P.U.F., 1989.

S. Trétiakhov, *Dans le front gauche de l'art*, éd. François Maspéro, 1977.

L. Trotsky, *Littérature et Révolution*, trad. P. Frank et Claude Ligny, Préface de Maurice Nadeau, Lettres Nouvelles, Julliard, 1964. (Une nouvelle édition est en préparation aux éditions de la Passion).

littérature dans la Révolution, pour contribuer à son mouvement. Et la question n'est pas simple. Que la révolution prolétarienne doive enfanter une culture et un art totalement nouveaux, au fond, tous sont d'accord. Mais quels et comment ? Aux extrémités des deux ailes opposées, d'un côté ceux qui rêvent d'une culture et d'art prolétariens, à faire surgir spontanément de la classe ouvrière, et qui vont former le « proletkult » avec Bogdanov, et auront le soutien de Lounatcharsky, de l'autre les radicaux futuristes qui ont derrière eux la lutte pour la destruction de la culture et de l'art bourgeois, et qui vont former les succèsifs LEF (Front gauche de l'art).

Les premiers s'imposent d'abord : leur utopie, à la fois généreuse et démagogique n'est-elle pas séduisante ? Leur mouvement atteindra 400 000 membres. Mais s'il participe à l'élévation culturelle du prolétariat, il sera d'une stérilité littéraire et artistique totale. Les futuristes, eux, ont un véritable redressement à faire, car n'ont-ils pas manifesté un élitisme, totalement fermé aux masses, rompant avec toute référence au réel ? « Comment concilier ces deux exi-

gences contradictoires : l'engagement sincère dans la Révolution et la fidélité aux principes du futurisme ? [...] Et ils surent y répondre. Ils furent assez ingénieux pour parvenir à démontrer non seulement que leur conception de la poésie et de l'art était conciliable avec les exigences de la Révolution, mais même qu'elle était la seule que la Révolution pût et dût admettre », écrit Agnès Sola. Il est clair maintenant que c'est eux qui marquèrent cette période en créant un grand art révolutionnaire : l'art abstrait, qui semblait si loin de la compréhension des masses, devint, par la force de ses magnifiques affiches, où les mots essentiels étaient portés par la force des couleurs et des symboles hautement abstraits, le cri même de la Révolution,

et la poésie de Maïakovski sa voix, y compris par les outrances vers l'assaut du ciel. Seul le temps n'a pas permis que se développe leur architecture révolutionnaire.

Mais cette exigence de chaque courant à se faire reconnaître comme le seul qui exprimât la Révolution, les condamnations violentes qui s'échangeaient (et qui, pour les futuristes, par exemple, purent aller jusqu'à accuser Pilniak d'être leur plagiaire vulgarisateur !) n'eurent-elles pas une responsabilité dans les interdictions et les mesures de répression qui réglèrent ces conflits dès que Staline commença à assurer son pouvoir ?

Il n'est pas sûr que l'on doive croire à la lettre Benjamin Goriély qui écrivait en 1934, dans un livre qui se termine par la « Résolution du Parti dans le domaine des belles-lettres » (laquelle ouvre l'ère du « réalisme socialiste »), que les conflits des années vingt allèrent jusqu'à des « rixes dans les lieux de réunions et dans les cafés », des batailles dans la rue « où les groupes bigarrés des futuristes et ceux des proletkultistes, vêtus de blouses d'ouvriers ou de capotes de soldats, échangeaient

des coups de poing et de bâton à l'appui de leurs thèses poétiques. » Cela sent la post-justification de la répression. Dans son programme « Pourquoi combat le LEF », Asséev, Arvatov, Brik, Kouchner, Maïakovski, Trétiakov et Tchoujak, n'écrivaient-ils pas : « Nous ne prétendons pas au monopole de l'esprit révolutionnaire en art. On verra par l'émulation. » Quant à Bogdanov, il terminait une résolution parue dans le n°5 du 20 octobre 1918, de la Culture prolétarienne : « Toutes les organisations, toutes les institutions qui se consacrent au développement du nouvel art, doivent être fondées sur une collaboration amicale, qui élève ses membres dans l'idéal socialiste. » Les excès polémiques tenaient au climat du temps, non des appels à la répression.

On doit donc en croire Chalamov qui nous montre des années de débats intenses, où la violence est celle de la passion, mais où les controverses sont argumentées de façon serrée, la critique souvent fine, l'humour presque toujours présent. Lui-même, par exemple très critique à l'égard de la poésie de Maïakovski, et qui nous parle longuement d'œuvres et de créations théâtrales dont nous ignorons presque tout pour la bonne raison qu'elles ont été enterrées dans les mêmes fosses communes que leurs auteurs avant d'avoir le temps de nous parvenir, le fait avec un humour retrouvé, que nous ne lui connaissons pas, fondu à la passion éteinte d'une émotion nostalgique. De ces créateurs révolutionnaires brillants dont il nous a parlé, quelques-uns sont morts à temps pour ne pas connaître la contre-révolution des années trente, un tiers a réussi à s'exiler, un tiers s'est trahi en capitulant (ce qui ne les a pas protégés tous de la liquidation, tel Trétiakov), un tiers a fini liquidé.

A sa dernière page, ce soupire : « Qui eût pu dire, dans les années vingt, quelles seraient les épreuves réservées à chacun. »

La coupure de la contre-révolution en Russie est aussi nette, aussi sanglante dans la vie culturelle que dans la vie politique et sociale. Ne faut-il pas être aveugle pour ne pas la voir ? ■

**André Gorz, *Misères du présent, Richesse du possible*, Editions Galilée.**



Les livres d'André Gorz ont ce rare mérite de toujours susciter une réflexion portant directement sur les conditions de la transformation sociale. Celui-ci ne fait pas exception, puisqu'il cherche, dans les tares du présent, les éléments d'une alternative. Gorz commence en reprenant à son compte la thèse de la fin du travail, et l'idée qu'il ne constituera plus jamais un lien social central, si cela a jamais été le cas. Il parle ainsi des « *derniers avatars du travail* ». Mais, en même temps, il montre comment cette fin du travail s'accompagne d'une régression profonde : « *le toyotisme remplace des relations sociales modernes par des relations prémodernes* ». Le postfordisme conduit à un « *asservissement total de toute la personne* », ce qui, soit dit en passant, est après tout une forme de lien social. Ce constat s'accompagne d'une critique des théories sur le général intellect dont Gorz montre, derrière le radicalisme apparent, l'extrême naïveté. Le fait que le travail soit de plus en plus abstrait, immatériel et collectif, n'implique en rien que le capital devienne « *un appareil vide, un fantasme* » comme l'écrit Negri. Au contraire, Gorz souligne correctement que « *seul le dépassement des rapports de production capitalistes permettrait de réaliser le potentiel libérateur* » des mutations technologiques.

## Mais comment réaliser ce dépassement ?

Gorz propose, et il a raison, de se projeter dans un futur utopique, afin de dessiner les grandes lignes d'une société alternative. Il se réfère explicitement au « *réformisme révolutionnaire* » qu'il avait théorisé dans les années soixante. Le premier niveau de discussion porte sur le « *modèle de société* » et la principale nouveauté est ici le ralliement de Gorz à l'idée d'un « *revenu social qui permette de vivre sans travailler* ». Ce changement de position est cohérent avec l'idée qu'il n'y a plus de travail et il s'appuie sur de nombreux arguments, qui laissent cependant de côté une dimension bizarrement ignorée par Gorz, à savoir la mise à disposition socialisée d'un certain nombre de biens et services. L'idée d'un revenu de base inconditionnel laisse en effet entier la question de la monétisation, de l'organisation des marchés et du mode d'affectation du surplus. Gorz propose certes une monnaie de consommation, et des prix de plus en plus « *politiques* », mais laisse complètement de côté la question de la propriété sociale et de la planification de l'activité économique.

Gorz dit qu'un tel projet « *dégage le sens le plus élevé possible sur lequel ouvre l'évolution présente* ». Mais intervient alors un second niveau de débat qui porte sur le trajet retour : comment se servir de cette virtualité pour peser sur la réalité sociale immédiate ? C'est sans doute le point faible de la position de Gorz qui tend à relativiser l'idée de réduction du temps de travail et à lui opposer celle de multiactivité. La manière dont son livre conclut sur les « *cercles de coopération* » locaux comme moyen de faire émerger une « *critique pratique du travail emploi* » est certes cohérente avec son pessimisme de principe quant à la possibilité d'une libération dans le travail. Mais ses indications stratégiques paraissent du coup bien faibles par rapport à la montée en puissance des formules « *typiquement patronales* » de multiactivité. Il n'empêche : en dépit, ou peut-être en raison des critiques qu'on peut lui adresser, la réflexion de Gorz est un riche matériau pour tous ceux qui veulent reconstruire un projet de transformation sociale.

**Claude Meillassoux, *L'économie de la vie*, Editions Page deux.**

Dans leur dynamique collection des Cahiers Libres, les Editions Page deux ont eu l'excellente idée de réunir des textes difficiles à trouver de Claude Meillassoux. Comme l'indique le sous-titre, « *démographie du travail* », il s'agit de démographie, principalement dans les pays du Sud. On sait que le débat sur la surpopulation est dominé par la question de savoir si la maîtrise démographique est un préalable absolu, ou au contraire, le résultat d'un processus de développement soutenable. Meillassoux déplace cette problématique à partir de l'idée selon laquelle « *les faits de population sont davantage le produit que la cause des circonstances économiques* ». Il montre que la croissance démographique nécessite, comme préalable, une amélioration durable de la productivité du travail agricole vivrier ou l'apparition de sources d'approvisionnement externes. C'est ce qui s'est effectivement passé dans les pays du Sud, mais, faute d'un modèle de développement, le ralentissement actuel de la croissance démographique serait en grande partie le résultat des politiques d'ajustement structurel qui ont contribué à dégrader les conditions de vie des plus démunis. C'est pourquoi, plutôt que de transition démographique, Meillassoux parle de « *renverse démographique* ». On assisterait ainsi à un retour brutal à Malthus, dans la mesure où « *la solution économique la plus avantageuse, dans la stricte logique de la rentabilité et devant la perspective d'assumer la charge de millions d'employés, est de favoriser la mortalité des couches surnuméraires* ». Une thèse radicale, qui stimule la réflexion.

# Un réseau européen contre le chômage



Les 4 et 5 octobre, à Luxembourg, s'est tenue une réunion de coordination européenne après les marches et la manifestation d'Amsterdam. Il y avait près d'une centaine de représentants venant de 11 pays : Grèce, Italie, France, Grande-Bretagne, État espagnol, Allemagne, Belgique, Luxembourg, Hollande, Danemark, Suède.

Après un bilan des marches et de la manifestation, la discussion a porté sur le type de réseau à constituer, dont voici le texte constitutif, et sur les initiatives à prendre. De nombreuses suggestions ont été émises, depuis des initiatives sur le terrain de la jeunesse (une réunion se tiendra le 20 décembre à Paris), jusqu'à la participation à une mobilisation à Cardiff à l'occasion du sommet européen du printemps 1998.

Dans l'immédiat, la priorité en terme d'action est la manifestation du 20 novembre 1997 à Luxembourg. C'est la date du sommet pour l'emploi qui avait été annoncé à Amsterdam, et la Confédération européenne des syndicats (CES) a annoncé son intention de manifester ce jour là. Le réseau constitué après les marches a l'intention d'être présent pour porter deux grandes revendications : la réduction du temps de travail, en commençant par les 35 heures hebdomadaires, sans pertes de pouvoir d'achat et avec embauches correspondantes, et le droit à un revenu qui permette de vivre décemment, quel que soit son statut social, chômeur, précaire ou salarié dans un emploi stable.

## Marches européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions Motion constitutive

1. La montée générale du chômage, de la misère et des exclusions, les coordinations des politiques libérales et patronales, la mise en concurrence des travailleurs, tout appelle des luttes sociales coordonnées au niveau international. La construction de l'Union européenne épouse une logique libérale, capitaliste, antidémocratique, aux conséquences désastreuses pour les travailleurs, les précaires et les sans-emplois de tous les pays concernés, avec notamment les critères de convergence du Traité de Maastricht, le Pacte de stabilité, les accords de Schengen et ceux d'Amsterdam. C'est pourquoi les convergences et les solidarités sont nécessaires, dans ce cadre européen comme au-delà.

2. Les marches européennes et la manifestation d'Amsterdam ont permis pour la première fois une confrontation et une action européenne commune à des salariés, des chômeurs et des exclus. Dans la continuité de cette expérience, nous décidons la constitution d'un réseau international de lutte contre le chômage, la précarité et la flexibilité, les exclusions, d'ampleur européenne, et ouvert aux solidarités avec les peuples, les salariés et les chômeurs du monde entier.

3. Les bases revendicatives de ce réseau sont contenues dans les deux textes publiés lors de la préparation des marches européennes : l'Appel de Florence, qui a été à la base du lancement des marches, et la Contribution revendicative de Bruxelles. Essentiellement, ce réseau se bat pour une réduction massive du temps de travail avec la création des emplois correspondants, sans perte de salaire ni de pouvoir d'achat, pour un Droit à un revenu permettant à toutes et tous de vivre décemment, pour une redistribution des richesses, dans le cadre d'une Europe démocratique, ouverte et solidaire, écologiste, sans discrimination, sans racisme, sans chauvinisme ni frontières. Nous voulons une Europe qui garantisse les droits sociaux, l'égalité des hommes et des femmes, la libre circulation des personnes.

4. Le réseau relie en Europe les associations de chômeurs, de lutte contre le chômage et toutes les formes d'exclusions, et les organisations syndicales, les militants, les structures de bases, les courants syndicaux qui se retrouvent sur ces bases et souhaitent travailler dans un cadre commun.

5. Ce réseau européen d'initiative et de débat ne se substitue pas aux réseaux existants de salariés, de chômeurs, de paysans ou de jeunes. Il espère, au contraire, contribuer aux convergences esquissées à travers les marches européennes. C'est donc un réseau ouvert, pluraliste, qui ne prétend pas se constituer comme une nouvelle organisation.

6. Le réseau est un moyen pour faire circuler les informations sur nos luttes et sur les conditions dans lesquelles elles se déroulent. Cadre de débat, le réseau permet la confrontation libre des opinions. Il contribue à des élaborations aussi communes que possible. Il organisera des initiatives et favorisera des liaisons, des actions et des résistances coordonnées.

7. Les grandes décisions du réseau sont prises par des réunions de coordination européenne où toutes les composantes sont invitées à venir ou à se faire représenter, et où la majeure partie des pays concernés sont présents. Les décisions se prennent au consensus. Chaque composante ou collectif reste bien évidemment libre de son intervention. Un secrétariat européen sans mandat décisionnel est formé pour assurer la permanence du réseau. La participation de chaque structure au réseau implique une contribution financière selon ses possibilités, afin d'assurer l'existence et l'indépendance du réseau.

8. Le réseau s'intitule Les Marches européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions, afin de marquer la genèse et la continuité d'un combat commun. Nous ne cesserons pas de marcher, ensemble, solidaires, et sans frontières...